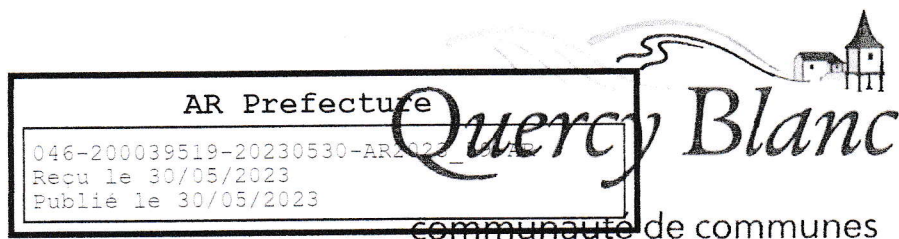


## **Quatrième partie**

### **Les annexes**

## **Listes des pièces annexées**

- Arrêté d'annulation du 30 mai 2023 de l'enquête publique précédente
- Décision du 30 mai 2023 de la présidente du tribunal administratif de Toulouse désignant M. Christian RESSEGUIER en qualité de commissaire enquêteur
- Arrêté du 25 juillet 2023 du Président de la communauté de communes du Quercy Blanc portant ouverture et organisation de l'enquête publique unique
- Avis d'enquête publié dans la presse
- certificat d'affichage
- Procès-verbal de synthèse



## Arrêté N° AR2023-59 portant annulation de l'enquête-publique unique relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes du Quercy Blanc et à l'abrogation des cartes communales

Le Président de la Communauté de Communes du Quercy Blanc,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2224-10 et l'article R2224-8 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-19 et suivants et R 153-8 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants ;

Vu l'arrêté n°AR2023-51 du président de la Communauté de communes en date du 12 mai 2023 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique unique relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de la communauté de communes du Quercy Blanc et à l'abrogation des cartes communales ;

Vu les dates de l'enquête publique unique susvisée, à savoir du jeudi 1 juin 2023 à 9h00 jusqu'au vendredi 30 juin 2023 à 17h00 inclus pour une durée de 30 jours, dans toutes les mairies du territoire aux jours et heures d'ouvertures ;

**Considérant qu'à ce jour, l'enquête publique unique ouverte par arrêté n°AR2023-51 du Président de la Communauté de communes du Quercy Blanc en date du 12 mai 2023, compte tenu du contexte exceptionnel lié au désistement du commissaire-enquêteur, ne peut garantir un bon déroulement de la procédure dans les conditions initialement arrêtées.**

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1 –

L'enquête publique unique ouverte par arrêté n°AR2023-51 du Président de la Communauté de communes en date du 12 mai 2023 est annulée. Toutes les modalités de mise en œuvre de cette enquête publique unique sont par conséquent suspendues.

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.*

ARTICLE 2 –

Le report de l'enquête publique relative à ces documents sera mis en place dans les semaines à venir. Le public sera informé par affichage, voie de presse et tout autre procédé, du déroulement de la poursuite de l'enquête publique et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

AR Préfecture  
046-200039519-20230530-AR2023\_59-AR  
Reçu le 30/05/2023  
Publié le 30/05/2023

ARTICLE 3 -

Monsieur le Président de la Communauté de communes, compétent en matière de Plan local d'Urbanisme, peut-être consulté à ces sujets au siège de la Communauté de communes : 37 Place Gambetta, 46 170 Castelnau Montratier-Sainte Alauzie.

Fait à Castelnau Montratier-Sainte Alauzie le 30 mai 2023

Le Président,

Bernard VIGNALS



*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.*

La présidente du tribunal administratif

**Décision de remplacement commissaire du 30/05/2023**

Vu enregistrée le 13/04/2023, la lettre par laquelle Monsieur le Président de la Communauté de communes du Quercy Blanc demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet : *l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) et l'abrogation des cartes communales de la communauté de communes du Quercy Blanc* ;

Vu la décision, en date du 20 avril 2023, désignant Monsieur Didier CANCE en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête ci-dessus mentionnée ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2023 ;

Considérant l'empêchement de Monsieur Didier CANCE ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : L'enquête n° E23000058 est interrompue.

**ARTICLE 2** : Monsieur Christian RESSEGUIER est désigné en qualité de commissaire enquêteur, en remplacement de Monsieur Didier CANCE.

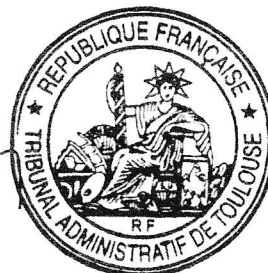
**ARTICLE 3** : L'enquête n° E23000058 peut reprendre.

**ARTICLE 4** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 5** : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de la Communauté de communes du Quercy Blanc, à MM. Christian RESSEGUIER, Didier CANCE, commissaires-enquêteurs.

La présidente.

*A. C.*



Isabelle CARTHE MAZERES





## **Arrêté N° AR2023-72 portant sur l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique unique pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de communes du Quercy Blanc et l'abrogation des cartes communales**

Le Président de la Communauté de Communes du Quercy Blanc,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-9 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-19 et L153-20 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants et les articles R123-7 et suivants,

Vu le décret n°2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes,

Vu la LOI n° 2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,

Vu les cartes communales des anciennes Communes de Bagat-en-Quercy, Saint-Daunès, Saint-Cyprien, Saint-Laurent-Lolmie, Lascabanes, Sainte-Alauzie, Valprionde, Lebreil, Belmontet, Saint-Matré, Saux, Montlaurun membres de la Communauté de communes du Quercy Blanc, approuvées par délibérations des conseils municipaux des Communes de Bagat-en-Quercy en date du 04/10/2010, Saint-Daunès en date du 03/04/2012, Saint-Cyprien en date du 30/07/2013, Saint-Laurent-Lolmie en date du 13/02/2007, Lascabanes en date du 22/06/2007, Sainte-Alauzie en date du 06/06/2002, Valprionde en dates du 03/07/2012, Lebreil en date du 03/04/2006, Belmontet en date du 16/08/2008, Saint-Matré en date du 12/08/2013, Saux en date du 23/11/2011, Montlaurun en date du 2/11/2014,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 18 février 2018 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI), définissant les objectifs à poursuivre et fixant les modalités de collaboration avec les Communes et de concertation avec la population,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 25 septembre 2020 pour la redéfinition des modalités de collaboration,

Vu le procès-verbal du conseil communautaire en date du 12 décembre 2019 actant le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD),

Vu le ~~procès-verbal du conseil communautaire en date du 20 janvier 2021 actant le débat sur les ajustements apportés sur le projet d'aménagement et de développement durable,~~

~~AR Préfecture  
046-200039519-20230725-AR2023\_72-AR  
Recu le 25/07/2023  
Délibération du conseil communautaire en date du 6 décembre 2022 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLUI,~~

Vu l'avis favorable assorti de réserves de l'Etat en date du 03 avril 2023 sur le projet de PLUI arrêté,

Vu l'avis des communes membres et les autres avis émis par les collectivités et organismes recueillis sur le projet de PLUI arrêté,

Vu l'avis n°22023AO30 daté du 6 avril 2023 de la Mission régionale de l'autorité environnementale (MRAe),

Vu la décision du 30 mai 2023, n°E23000058/31, de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse désignant M. Christian RESSEGUIER, cadre retraité de la fonction publique d'Etat, en qualité de commissaire enquêteur,

Vu l'ensemble des pièces constituant le dossier soumis à enquête publique,

Vu l'avis du conseil d'état n°303421 daté du 28 novembre 2007 précisant que « le plan local d'urbanisme et la carte communale sont deux documents exclusifs l'un de l'autre, qui ne peuvent coexister sur un même territoire »

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 –

La personne publique responsable du projet arrêté, pour l'élaboration du PLUI de la Communauté de communes du Quercy Blanc et l'abrogation des cartes communales des anciennes Communes de Bagat-en-Quercy, Saint-Daunès, Saint-Cyprien, Saint-Laurent-Lolmie, Lascabanes, Sainte-Alauzie, Valprionde, Lebreil, Belmontet, Saint-Matré, Saux, Montlauzun, est la Communauté de communes du Quercy Blanc représentée par son Président, Monsieur Bernard VIGNALS, dont les coordonnées sont les suivantes :

Monsieur le Président de la Communauté de communes du Quercy Blanc

37 place Gambetta

46170 Castelnau Montratier-Sainte Alauzie

Tél : 05 65 20 34 92

Courriel : [contact@ccquercyblanc.fr](mailto:contact@ccquercyblanc.fr)

### ARTICLE 2 –

Il sera procédé à une enquête publique unique portant sur le projet d'élaboration de PLUI de la communauté de communes du Quercy blanc couvrant l'ensemble du territoire de ses 10 communes membres et l'abrogation des cartes communale de Sainte-Alauzie, Lascabanes, Saint-Cyprien, Saint-Laurent-Lolmie, Bagat-en-Quercy, Saint-Daunès, Montlauzun, Belmontet, Lebreil, Valprionde, Saux, Saint-Matré, **pour une durée de 33 jours consécutifs du lundi 4 septembre 2023 à 9h00 au vendredi 6 octobre 2023 à 17h00 (inclus).**

Le siège de l'enquête publique est fixé à la communauté de communes du Quercy Blanc, 37 place Gambetta, 46170 Castelnau Montratier-Sainte Alauzie.

Le projet d'élaboration du PLUI et de l'abrogation des cartes communales reposent sur les caractéristiques principales exposées ci-après

20035519-20230725-AR2023\_72-AR

Reçu le 25/07/2023

Publié le 25/07/2023

Le PLUI, élaboré conformément aux articles L151-1 et R151-1 et suivants du code de l'urbanisme, vise notamment à simplifier et harmoniser les différentes règles d'utilisation des sols applicables sur le territoire en dotant d'un document d'urbanisme unique aux normes en vigueur, l'ensemble des communes membres de la Communauté de Communes, à savoir : Barguelonne-en-Quercy, Castelnau Montratier-Sainte Alauzie, Cézac, Lendou-en-Quercy, Lhospitalet, Montcuq-en-Quercy-Blanc, Montlauzun, Pern, Porte-du-Quercy et Saint-Paul-Flaunac.

Le PLUI poursuit sur la base d'un projet de territoire notamment les objectifs suivants : protéger et valoriser l'agriculture, soutenir la démographie et l'accueil de population, soutenir l'économie tout en préservant et valorisant le cadre de vie, développer l'économie touristique et protéger l'environnement. Le PLUI approuvé viendra se substituer aux plans locaux d'urbanisme (PLU) et aux cartes communales. Il est donc nécessaire pour les territoires dotés d'une carte communale de les abroger puisque la procédure n'est pas automatique comme avec les PLU.

A l'issue de l'enquête publique unique, le PLUI de la communauté de communes du Quercy Blanc et l'abrogation des cartes communales avec éventuellement des modifications pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur pourront être approuvés par le conseil communautaire.

Conformément à l'article L123-6 du Code de l'environnement, cette enquête unique fera l'objet d'un rapport unique du commissaire-enquêteur et de conclusion motivées au titre de chacune des consultations du public initialement requises.

#### ARTICLE 3 -

A été désigné par la Présidente du tribunal administratif de Toulouse le 30 mai 2023, M. Christian RESSEGUIER, cadre retraité de la fonction publique d'Etat, en qualité de commissaire enquêteur.

#### ARTICLE 4 -

Conformément aux article L123-6, et R123-7 du Code de l'environnement, le dossier soumis à l'enquête publique unique comporte les pièces ou éléments requis au titre de chacune des enquêtes. Les deux dossiers comprennent les pièces et avis exigés par l'articles R123-8 du code de l'environnement, avec notamment :

- Une note de présentation des documents concernés et de la procédure d'enquête publique mise en œuvre ;
- Le dossier d'abrogation des cartes communales, comportant les dossiers de l'ensemble des cartes communales des anciennes communes de Bagat-en-Quercy, Saint-Daunès, Saint-Cyprien, Saint-Laurent-Lolmie, Lascabanes, Sainte-Alauzie, Valprionde, Lebreil, Belmontet, Saint-Matré, Saux, Montlauzun à abroger ;
- Le dossier de projet de PLUI comprenant les éléments mentionnés à l'article L151-2 du Code de l'Urbanisme avec notamment son évaluation environnementale, ainsi que le bilan de sa concertation, les pièces administratives, délibérations et arrêtés et les avis recueillis dont ceux des personnes publiques associées (PPA) et de l'autorité environnementale



ARTICLE 5 -

AR Prefecture

046-200039519-20230725-AR2023\_72-AR

Publié le 25/07/2023

Les pièces du dossier d'enquête publique unique, sur un support papier ou numérique, tel que précisé ci-après, ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront consultables et mis à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête publique, aux lieux, jours et heures d'ouverture indiqués ci-après,

...

NOM ET ADRESSE DU LIEU	JOURS ET HORAIRES OUVERTURE
<b>MAIRIE DE BARGUELONNE-EN-QUERCY</b> 100 place du Souvenir, Saint-Daunès 46800 Barguelonne-en-Quercy	-Du lundi au vendredi de 9h30 à 12h15
<b>MAIRIE DE CASTELNAU MONTRATIER-SAINTE ALAUZIE</b> 1 place Léon-Gambetta 46170 Castelnau Montratier-Sainte Alauzie  <b>SIEGE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU QUERCY BLANC</b> 37 place Léon-Gambetta 46170 Castelnau Montratier-Sainte Alauzie	-Du Lundi au samedi de 9h-12h et le Mardi, jeudi, vendredi de 13h30 à 17h  -Du lundi au vendredi de 13h30 à 17h00
<b>MAIRIE DE CEZAC</b> 40 Place Saint-Martin, 46 170 Cézac	- le Mardi de 14h à 18h et le Vendredi de 14h à 17h30
<b>MAIRIE DE LENDOU-EN-QUERCY</b> Sain-Cyprien, Le bourg, 46800 lendou-en-Quercy	-le mardi de 14h à 17h et le jeudi de 14h à 17h
<b>MAIRIE DE LHOSPITALET</b> 1 Place de la liberté, 46 170 Lhospitalet	Lundi : de 13h à 18h Jeudi : 9h-12 et 13h à 18h Vendredi : de 8h à 12h et de 13h à 17h00 Samedi des semaines paires : de 9h à 12h
<b>MAIRIE DE MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC</b> 1 place des Consuls 46800 Montcuq-en-Quercy-Blanc	-les Lundi, mardi, jeudi, vendredi de 9h15 à 12h15 et de 15h à 17h
<b>MAIRIE DE MONTLAUZUN</b> Le Bourg, 46 800 Montlauzun	-Les Lundi et vendredi de 13h00 à 17h00
<b>MAIRIE DE PERN</b> Le Bourg, 46 170 Pern	- le Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12h00 et 13h30 à 17h00 - le Mercredi de 8h30 à 12h00 - le Samedi de 10h00 - 12h00 (1 samedi tous les quinze jours).
<b>MAIRIE DE PORTE-DU-QUERCY</b> Le Boulve, 2 Place de la Mairie, 46 800 Porte-du- Quercy	-le lundi et le mardi de 14h à 17h et les jeudis et vendredis de 9h à 12h

<div data-bbox="159 190 790 347" style="border: 2px solid black; padding: 5px;"> <p style="text-align: center;">AR Prefecture</p> <p><b>Mairie de Saint-Paul-Flaunac</b></p> <p>046-200039519-20230725-AR2023_72-AR</p> <p>Recu le 23/07/2023</p> <p>69 impasse du Château, 46170 Saint-Paul-Flaunac</p> </div> <p><b>Mairie annexe de Saint-Paul-de-Loubressac</b> 475 rue des écoliers, 46170 Saint-Paul-Flaunac</p>	<p><b>Mairie annexe Saint-Paul-de-Loubressac</b> : le Lundi et jeudi de 9h à 12h et de 14h à 17h et le vendredi de 9h-12h et de 14h à 16h30</p>

Le support de présentation du dossier d'enquête publique unique est le suivant :

- Au siège de la Communauté de Communes du Quercy Blanc et à la mairie de Montcuq-en-Quercy-Blanc : l'intégralité du dossier d'enquête publique unique sur support papier ;
- Dans les mairies de Castelnau Montratier-Sainte Alauzie, Cézac, Lhospitalet, Lendou-en-Quercy, Saint-Paul-Flaunac, Barguelonne-en-Quercy, Montlauzun, Porte-du-Quercy, Pern : l'intégralité du dossier d'enquête publique unique sur un poste informatique mis à disposition du public ;

Le dossier d'enquête publique unique sera aussi consultable, pendant toute la durée de l'enquête publique, sur le site internet de la Communauté de Communes du Quercy Blanc, à l'adresse :

<http://www.ccquercyblanc.fr/>

Ainsi que sur le site internet des communes de : Castelnau Montratier-Sainte Alauzie (<http://www.castelnau-montratier.fr/>), de Cézac (<https://www.cezac.fr>), Montcuq-en-Quercy-Blanc ( [www.mairie-montcuq-en-quercy-blanc.fr](http://www.mairie-montcuq-en-quercy-blanc.fr)), Pern ([www.pern46.fr](http://www.pern46.fr)), Porte-du-Quercy (<https://porte-du-quercy.fr/>), Saint-Paul-Flaunac (<https://www.saintpaulflaunac.fr/fr/>) , Lhospitalet (<https://lhospitalet46.fr/>).

## ARTICLE 6 -

Pendant la durée de l'enquête, outre les observations écrites et orales, reçues par le commissaire enquêteur aux lieux, jours et heures des permanences précisées ci-après, le public pourra prendre connaissance des dossiers et consigner éventuellement ses observations et propositions :

- Sur les registres papier d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, disponibles au siège de la Communauté de Communes du Quercy Blanc et dans les mairies de Barguelonne-en-Quercy, Castelnau Montratier-Sainte Alauzie, Cézac, Lendou-en-Quercy, Lhospitalet, Montcuq-en-Quercy-Blanc, Montlauzun, Pern, Porte-du-Quercy et Saint-Paul-Flaunac, aux lieux, jours et heures d'ouverture visés à l'article 5 précédent.
- Par voie postale, en les adressant au commissaire enquêteur par écrit à l'adresse suivante :

Monsieur le commissaire-enquêteur  
Enquête publique unique relative à l'élaboration du PLUI et à l'abrogation des cartes communales

Communauté de communes du Quercy Blanc  
37 place Gambetta

46170 Castelnau Montratier-Sainte Alauzie

AR Prefecture

046-200039510-20230725-AR2023\_72-AR  
Recu le 28/07/2023

• Par courrier électronique, à l'adresse suivante, en précisant en objet « A l'attention du Commissaire-enquêteur, Enquête publique unique relative à l'élaboration du PLUI et à l'abrogation des cartes communales » :

[ep-pluicccquercyblanc@democratie-active.fr](mailto:ep-pluicccquercyblanc@democratie-active.fr)

- Sur le registre électronique dématérialisé dédié à l'enquête publique à l'adresse suivante : <https://www.democratie-active.fr/plui-ccquercyblanc/>

Pour être recevables, toutes les observations devront être déposées selon les modalités indiquées ci-dessus, quel que soit le support utilisé, avant la clôture de l'enquête publique, à savoir le vendredi 6 octobre 2023, 17h00, dernier délai.

Les observations et propositions du public transmises par courriel, par voie postale, ainsi que celles écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences, seront consultables au siège de l'enquête publique à l'adresse indiquée à l'article 2 et publiées sur le registre électronique dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.democratie-active.fr/plui-ccquercyblanc/>

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication d'une copie du dossier papier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, dans des délais raisonnables.

#### ARTICLE 7 -

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations et propositions, dans les lieux, aux jours et horaires suivants :

Date	Lieux et horaires	
	9h-12h00	14h00-17h00
Le 04/09/2023	Commune de Castelnau Montratier-Sainte Alauzie : siège de la CCQB	Commune de Montcuq-en-Quercy-Blanc : Mairie
Le 08/09/2023	Commune de Saint-Paul-Flaunac : Mairie annexe de Saint-Paul-de-Loubressac	Commune de Lendou-en-Quercy : Mairie
Le 14/09/2023	Commune de Porte-du-Quercy : Mairie (Le Boulve)	Commune de Lhospitalet : Mairie
Le 18/09/2023	Commune de Montcuq-en-Quercy-Blanc : Mairie	Commune de Montlauzun : Mairie
Le 22/09/2023	Commune de Castelnau Montratier-Sainte Alauzie : Mairie	Commune de Cézac : Mairie
Le 27/09/2023	Commune de Pern : Mairie	Commune de Barguelonne-en-Quercy : Mairie
Le 03/10/2023	Commune de Saint-Paul-Flaunac : Mairie annexe de Saint-Paul-de-Loubressac	Commune de Lhospitalet : Mairie
Le 06/10/2023	Commune de Montcuq-en-Quercy-Blanc : Mairie	Commune de Castelnau Montratier-Sainte Alauzie : Mairie

Le public pourra se rendre, **après prise de rendez-vous**, à la permanence de son choix, et n'est pas tenu de se rendre à la permanence de la commune sur laquelle portent ses observations et propositions.

**AR Prefecture**

046-200039519-20230725-AR2023\_72-AR

Publié le 25/07/2023

Publié le 25/07/2023

**ARTICLE 8-**

Des informations sur le projet de PLUI ou l'abrogation des cartes communales soumis à enquête publique peuvent être demandées auprès de M. Bernard VIGNALS, Président de la Communauté de Communes du Quercy Blanc, dont les coordonnées sont précisées à l'article 1 du présent arrêté.

**ARTICLE 9-**

A l'expiration de la durée de l'enquête prévue à l'article 2, les registres d'enquête seront mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Le commissaire enquêteur dresse, dans les 8 jours après la clôture de l'enquête publique, le procès-verbal de synthèse des observations du public qu'il remet à M. le Président de la Communauté de communes du Quercy Blanc.

Ce dernier dispose de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Par la suite, le commissaire enquêteur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête pour transmettre simultanément à M. le Président de la communauté de communes du Quercy Blanc et à la Présidente du Tribunal administratif de Toulouse son rapport et ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables sur chacun des projets.

**ARTICLE 10 -**

Dès leur réception, une copie du rapport et des conclusions sera adressée par la Communauté des communes du Quercy Blanc, à la préfecture du Lot et à chaque maire de la commune où s'est déroulée l'enquête, pour y être tenue à disposition du public sur support papier, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

Le rapport et les conclusions seront également consultables pendant cette durée, par voie dématérialisée, sur le site internet de la communauté de communes du Quercy Blanc (<http://www.ccquercyblanc.fr/>) et sur les sites internet des mairies.

**ARTICLE 11-**

Un avis au public faisant connaître les mentions du présent arrêté, organisant et ouvrant l'enquête publique unique, sera publié au moins quinze jours avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans le département du Lot, ci-après désignés :

- La vie Quercynoise
- La dépêche du midi

L'avis sera publié sur le site internet de la Communauté de Communes du Quercy Blanc, à l'adresse <http://www.ccquercyblanc.fr/> et sur les sites internet des communes membres.

Il fera l'objet d'une publication par voie d'affichage au moins quinze jours avant le début de l'enquête publique unique et durant toute la durée de celle-ci au siège de la Communauté de Communes du Quercy ainsi que dans les 10 communes membres de la Communauté de Communes.

Ces publicités seront certifiées par le Président de la Communauté de Communes et par les Maires des communes concernées.

**AR Prefecture**

ARTICLE 12

046-200039519-20230725-AR2023\_72-AR  
Recu le 25/07/2023  
Publié le 25/07/2023

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Communauté de Communes du Quercy Blanc, à l'adresse <http://www.ccquercyblanc.fr/>.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Madame la Préfète du Lot,
- Madame la Présidente du Tribunal administratif de Toulouse,
- Messieurs les maires des communes membres de la Communauté de Communes du Quercy Blanc,
- Monsieur le commissaire enquêteur.

ARTICLE 13 -

M. le Président de la communauté de communes du Quercy Blanc et le commissaire enquêteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Castelnau Montratier-Sainte Alauzie le 25 juillet 2023

Le Président,

Bernard VIGNALS









## Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2022 soit 0,183 € ht le caractère

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

## Adjudications immobilières

7337967301 - VJ

**Maître Lynda TABART**

30, rue Louis-Parazines - 46000 CAHORS

### VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Au Tribunal judiciaire de Cahors, par devant Madame le juge de l'exécution palais de Justice, square de Verdun, 46000 Cahors

JEUDI 28 SEPTEMBRE 2023 à 14 H 00

IMMEUBLE ENTIER comprenant deux locaux commerciaux et neuf appartements T1 à T4  
Situé sur la commune de LATRONQUIERE (LOT)

Mise à prix : 90 000 euros

Description : Immeuble situé Rue des Chevaliers de Malte, dans le centre de la commune de Latronquière (Lot), cadastré section AB n° 242, 243 et 244 d'une contenance totale de 3 a 46 ca, comprenant :  
- au rez-de-chaussée : entrée, cage d'escalier, un appartement T2 en cours de rénovation, deux locaux professionnels, un appartement T1 ;  
- au premier étage : un palier, et deux appartements T4 ;  
- au deuxième étage : un palier et deux appartements T3 dont un avec terrasse ;  
- au troisième étage : un palier, un appartement T4 et deux appartements T2 ;  
Superficie habitable de l'immeuble selon Loi Carrez est de 621,66 m², la surface non comptabilisée de 45 m² correspond à la terrasse de l'appartement du 2ème étage.  
L'immeuble est libre de tout occupant. (Voir cahier des conditions de vente).

Visites : le mardi 12 septembre 2023 à 14 h 30 sur place, après avoir pris rendez-vous en l'étude de la SCP DESIEUX LOCQUEUX, commissaire de justice à Figeac (Lot), tél. : 05 65 34 43 90.

Poursuivant : la BANQUE POPULAIRE OCCITANE, société coopérative à personnel et capital variable immatriculée au RCS de Toulouse sous le n° 560 801 300, dont le siège social est 33-43, avenue Georges-Pompidou, 31130 Balma, pris en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège ;  
Ayant pour avocat, Me Lynda TABART, avocat associé exerçant au sein de la SCP DIVONA LEX, 30 rue Parazines à Cahors (Lot).

Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat du barreau du Lot auquel il devra être remis une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque représentant 10 % du montant de la mise à prix sans être inférieure à 3 000 euros. Frais en sus.

Me Lynda TABART.

Lieu de consultation du cahier des conditions de vente :

- au Greffe du Juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de Cahors, Palais de Justice, square de Verdun, 46000 Cahors (n° 23/00002),  
- auprès de la S.C.P. d'AVOCATS DIVONA LEX, 30, rue Louis-Parazines, 46000 Cahors (n° 220246), tél. : 05 65 35 91 97, mail : l.tabart@divonalex.fr  
- sur le site [avocentes.fr](http://www.avocentes.fr)

7338021701 - VJ

**Maître Lynda TABART**

30, rue Louis-Parazines - 46000 CAHORS

### VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Au Tribunal judiciaire de Cahors, par devant Madame le juge de l'exécution, Palais de Justice, square de Verdun, 46000 Cahors

JEUDI 28 SEPTEMBRE 2023 à 14 H 00

MAISON DE TYPE QUERCYNOIS avec pigeonnier et piscine  
située sur la commune de BACH (LOT)

Mise à prix : 70 000 euros

Description : maison d'habitation située lieudit « Gamasse », commune de Bach (Lot), cadastré section AO n° 1 et 2 d'une contenance totale de 1 ha 11 a 98 ca, comprenant :

- au rez-de-chaussée : véranda, entrée, toilettes, salon/salle à manger avec partie cuisine, couloir, salle de bains, trois chambres et toilettes ;  
- au premier étage : deux paliers, deux chambres, deux dressings, un bureau et une salle d'eau / WC ;  
- greniers,  
- à l'extérieur : garage attenant et appentis, terrasse et piscine.  
Superficie habitable de l'immeuble selon Loi Carrez est de 165,70 m², la surface non comptabilisée de 23,11 m² correspond aux surfaces dont la hauteur est inférieure à 1,80 m, et celle de 105,52 m² correspond à la véranda, les greniers, le garage et l'appentis.  
Chauffage au fuel.

L'immeuble serait occupé. (Voir cahier des conditions de vente).  
Visites : le jeudi 14 septembre 2023 à 15 h 00 sur place, après avoir pris rendez-vous en l'étude de la SCP LEX OFFICE, commissaire de justice à Cahors (Lot), tél. : 05 65 35 23 58.

Poursuivant : la CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL (CRAM) NORD MIDI-PYRÉNÉES, société coopérative à capital variable immatriculée au RCS de Albi sous le n° 444 953 830, dont le siège social est 219, avenue François-Verdier, 81022 Albi cedex, pris en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège ;  
Ayant pour avocat, Me Lynda TABART, avocat associé exerçant au sein de la SCP DIVONA LEX, 30, rue Parazines à Cahors (Lot).

Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat du barreau du Lot auquel il devra être remis une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque représentant 10 % du montant de la mise à prix sans être inférieure à 3 000 euros. Frais en sus.

Me Lynda TABART

Lieu de consultation du cahier des conditions de vente :

- au Greffe du Juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de Cahors, Palais de Justice, square de Verdun, 46000 Cahors (n° 23/00002),  
- auprès de la S.C.P. d'AVOCATS DIVONA LEX, 30, rue Louis-Parazines, 46000 Cahors (n° 220333) - Tél. : 05 65 35 91 97, mail : l.tabart@divonalex.fr  
- sur le site [avocentes.fr](http://www.avocentes.fr)

## ANNONCES LÉGALES

02 99 26 42 00 [annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr)

## Avis administratif

7338250401 - AA



### Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) et abrogation des cartes communales

#### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Suite à l'annulation de l'enquête publique par l'arrêté n° AP2023-59 du 30 mai 2023, le public est informé que, par arrêté réglementaire n°AR2023-72 du 25 juillet 2023, le président a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) et l'abrogation des cartes communales.

Cette enquête publique se déroulera pendant une période de 33 jours consécutifs : du lundi 4 septembre 2023 à 9 h heures au vendredi 6 octobre 2023 à 17 h.

A été désigné par la présidente du Tribunal administratif de Toulouse, M. Christian RESSEQUIER, cadre retraité de la fonction publique d'Etat, en qualité de commissaire-enquêteur. Le support de présentation du dossier d'enquête publique unique sera mis à disposition au siège de la communauté de communes du Quercy Blanc et dans les mairies (aux jours et heures habituels d'ouverture) comme indiqué en suivant :

- Au siège de la Communauté de Communes du Quercy Blanc et à la mairie de Montcuq-en-Quercy-Blanc ;  
- l'intégralité du dossier d'enquête publique unique sur support papier ;  
- Dans les mairies de Castelnaud Montrier-Sainte Alauzie, Cézac, Lhopitalet, Lendou-en-Quercy, Saint-Paul-Flaunac, Barguelonne-en-Quercy, Montlauzun, Porte-du-Quercy, Pern ;  
- l'intégralité du dossier d'enquête publique unique sur un poste informatique mis à disposition du public.

Le dossier d'enquête publique unique est aussi consultable, pendant toute la durée de l'enquête :  
- sur le site : <https://www.democratie-active.fr/plui-cqccquercyblanc/> ;  
- Sur le site internet de la Communauté de communes, à l'adresse : <http://www.cqccquercyblanc.fr/> et sur celui des mairies de Castelnaud Montrier-Sainte Alauzie (<http://www.castelnaud-montrier.fr/>), de Cézac (<https://www.cezac.fr/>), Montcuq-en-Quercy-Blanc (<http://www.mairie-montcuq-en-quercy-blanc.fr/>), Pern (<http://www.pern46.fr/>), Porte-du-Quercy (<https://porte-du-quercy.fr/>), Saint-Paul-Flaunac (<https://www.saintpaulflaunac.fr/>), Lhopitalet (<https://lhopitalet46.fr/>).

Le public pourra prendre connaissance des dossiers et signer éventuellement ses observations ou propositions sur les registres d'enquête ou les adresser par écrit :

- par courrier papier : à M. le commissaire-enquêteur, Enquête publique unique relative à l'élaboration du PLUI et à l'abrogation des cartes communales, Communauté de communes du Quercy Blanc, 37, place Gambetta, 46170 Castelnaud Montrier-Sainte-Alauzie, par courrier électronique : au commissaire-enquêteur en précisant l'objet « À l'attention du commissaire-enquêteur, Enquête publique unique relative à l'élaboration du PLUI et à l'abrogation des cartes communales » : à [ep-plui-cqccquercyblanc@democratie-active.fr](mailto:ep-plui-cqccquercyblanc@democratie-active.fr) ;  
L'ensemble des observations sera tenu à la disposition du public sur le registre numérique : <https://www.democratie-active.fr/plui-cqccquercyblanc/> ;  
Les observations électroniques seront publiées sur le site internet précité.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public sur rendez-vous, sur <https://www.democratie-active.fr/plui-cqccquercyblanc/> pour recevoir les observations, propositions écrites et orales, dans les lieux, aux jours et horaires suivants :

- le 4 septembre 2023, 9h-12h : commune de Castelnaud Montrier-Sainte Alauzie ; siège de la CCQB, 14h-17h : commune de Montcuq-en-Quercy-Blanc ; mairie ;

- le 8 septembre 2023, 9h-12h : commune de Saint-Paul-Flaunac ; Mairie annexe de Saint-Paul-de-Loubressac, 14h-17h : commune de Lendou-en-Quercy ; mairie ;

- le 14 septembre 2023, 9h-12h : commune de Porte-du-Quercy ; mairie (Le Boulv), 14h-17h : commune de Lhopitalet ; mairie ;

- le 18 septembre 2023, 9h-12h : commune de Montcuq-en-Quercy-Blanc ; mairie, 14h-17h : commune de Montlauzun ; mairie ;

- le 22 septembre 2023, 9h-12h : commune de Castelnaud Montrier-Sainte Alauzie ; mairie, 14h-17h : commune de Cézac ; mairie ;

- le 27 septembre 2023, 9h-12h : commune de Pern ; mairie, 14h-17h : commune de Barguelonne-en-Quercy ; mairie ;

- le 3 octobre 2023, 9h-12h : commune de Saint-Paul-Flaunac ; mairie annexe de Saint-Paul-de-Loubressac, 14h-17h : commune de Lhopitalet ; mairie ;

- le 6 octobre 2023, 9h-12h : commune de Montcuq-en-Quercy-Blanc ; mairie, 14h-17h : commune de Castelnaud Montrier-Sainte Alauzie ; mairie.

L'adresse des lieux est indiquée à l'article 5 de l'arrêté. Le public peut se rendre à la permanence de son choix, et n'est pas tenu de se rendre à la permanence de la commune sur laquelle portent ses observations, propositions. Ses rapports et ses conclusions seront transmis au président de la Communauté de communes dans un délai d'un mois à expiration de l'enquête et seront tenus à disposition du public dans les mairies et au siège de la Communauté de communes et sur leurs sites internet (adresses mentionnées ci-dessus).

Toute information concernant le projet de modification du PLUI pourra être demandée à M. le Président de la Communauté de communes du Quercy Blanc, Bernard VIGNALS.

51 cours de la Charteuse  
8P 50127 - 46003 CAHORS CEDEX  
Tél. 05 65 53 65 40  
e-mail : [redaction@viequercynoise.fr](mailto:redaction@viequercynoise.fr)

Éditeur : Pascal PALLAS

**Société éditrice :**  
Société d'Édition de la Presse Régionale - SEPR  
SA au capital de 357 500 euros.  
Siège social : 15 Avenue Prat Gimont  
CS 63325  
31133 BALMA-TOULOUSE Cedex

**Principal actionnaire :**  
LA PRESSE REGIONALE

**Directeur de publication :**  
Francis GAUNAND

**Directeur général adjoint :**  
Laurent GOUHIER

**Impression :** IMPRAM - 22140 Cavan

**Fondateur :** Aimé Noël

Imprimé sur du papier produit en France à partir de 75 à 100 % de fibres recyclées. Une part de ce papier fourni par LUPA sous le numéro F377001 est issu de l'écolabel européen. Eutropisation : 0,010 kg/tonne.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours suivant la dernière en date des publications légales au siège social du fonds de commerce, La Grèzes, 46120 Théménettes, où domicile a été élu à cet effet.

Pour avis  
L'Acquéreur.

## Vie de sociétés

/338292801 - VS



### BARBARES

Société à responsabilité limitée en liquidation  
Au capital de 1 000 euros  
Siège social : 12, rue Séguier  
46100 FIGEAC  
RCS Cahors 848 469 623

### CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par assemblée des associés en date du 10 mars 2023, enregistrée au SPFE Cahors le 24 mai 2023, référence 4604P01 2023 N 00438, réunie, à la diligence du liquidateur M. Eric PEDROTTI, demeurant à Faycelles (46100), lieu-dit Les Gourgates, a approuvé le compte définitif de liquidation, donné quitus au liquidateur de sa gestion, l'a déchargé de son mandat puis a constaté la clôture de la liquidation le 10 mars 2023.

Les comptes du liquidateur seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Cahors.

Le Liquidateur.

7338284901 - VS

### Étude de Mes Brigitte ARDIL et Pascal VANDERWALLE

Notaires associés  
91, boulevard Gambetta  
CAHORS (Lot)

### SCI CAPREL

Au capital : 200 000 euros  
Siège social : le Bourg  
BOISSIERES (46150)  
RCS Cahors 922 736 897

### AVIS D'AUGMENTATION DE CAPITAL SOCIAL

Suivant acte reçu par a Brigitte ARDIL, notaire associé, à Cahors, le 5 mai 2023 enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Cahors, le 12 mai 2023, référence 4604P01 2023 N 00437, a été effectuée une augmentation de capital social.

Le nouveau capital social est de : quatre cent quatre mille euros (404 000 euros).

Pour avis  
Le Notaire.



7336580701 - VS



1, rue Jean-Dallet  
19100 BRIVE-LA-GAILLARDE

### SARL LE RELAIS DE MAURE

Au capital de 5 000 euros  
lieudit Les Maure  
46200 LACHAPELLE-AUZAC  
901 928 341 RCS Cahors

### NON-DISSOLUTION

Le 4 juillet 2023, l'AGE des associés, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

## POUR LA PUBLICATION DE VOS ANNONCES LÉGALES



## Notre équipe est à votre service



02 99 26 42 00

[annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr)




### L'EQUIPE

- Rédacteur en chef : Jean-Claude Bonnemère  
- Journalistes : Marie-Cécile tier, Marc Louison  
- Publicité : Corinne Font - Tél. 05 65 53 65 42 - 06 88 56 76 71  
- Abonnements : Françoise Gautier - Tél. : 05 61 99 44 44 - [abonnements@viequercynoise.fr](mailto:abonnements@viequercynoise.fr) (pour tout changement d'adresse, merci de joindre la dernière bande-envoi).  
- Diffusion/promotion : Yann Sylvestre - Tél. 06 80 17 19 35  
- Annonces Légales : Tél. 02 99 26 42 00 - [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)



## Légales



Résultats des tirages du mardi 5 septembre 2023

**Midi**


5	7	9	11	18	24	28	31	36	39
40	41	42	43	44	49	50	53	62	70

**MultiLecteur**

x 5

**JOKER**

2 879 738



Résultats du tirage du mardi 5 septembre 2023


N°	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	1	7	24	41	48	4	10	12	19	20	23	25
2	2	3	11	17	23	24	35	36	37	38	40	45

**MultiLecteur**

x 1

**JOKER**

2 879 738



Résultats et informations :

**Soir**


1	2	6	11	12	16	20	22	23	28
32	33	37	38	45	50	53	55	59	65

**MultiLecteur**

x 2

**JOKER**

8 844 193



Résultats du tirage du mardi 5 septembre 2023


N°	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	1	7	24	41	48	4	10	12	19	20	23	25
2	2	3	11	17	23	24	35	36	37	38	40	45

**MultiLecteur**

x 1

**JOKER**

2 879 738



**Résultats des tirages du mercredi 6 septembre 2023**

**Résultats du tirage du mercredi 6 septembre 2023**

**Midi**

1	5	8	20	25	27	32	35	40	45
46	47	50	61	62	63	64	65	66	68

**Multiplieur**

x 2

**JOKER**

8 964 988

**LOTO**

5 numéros LOTO

4	15	30	33	47
---	----	----	----	----

Chiffre **10**

5 numéros LOTO	6 numéros LOTO	7 numéros LOTO	8 numéros LOTO
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

**OPÉRATION 2ND TIRAGE**

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

5 numéros LOTO	6 numéros LOTO	7 numéros LOTO	8 numéros LOTO
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

**Résultats et Informations :**

**Application Fibo**

**fdj.fr**

**SOIR**

9	15	16	23	26	27	31	32	33	35
40	50	51	56	57	58	61	67	68	69

**Multiplieur**

x 2

**JOKER**

9 235 278

**OPÉRATION 2ND TIRAGE**

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

5 numéros LOTO	6 numéros LOTO	7 numéros LOTO	8 numéros LOTO
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40

## Contacts - Rencontres - Voyance

## Rencontres

## FEMMES

**+DE 3400 ANNONCES**  
DE PARTICULIER à PARTICULIER  
avec leur téléphone pour rencontres  
sérieuses H/F de votre région  
**POINT RENCONTRES MAGAZINE**  
[www.prmag.fr](http://www.prmag.fr)  
Documentation gratuite  
sous pli discret  
**0800 02 88 02**  
(tarif fixe et appel gratuit)

**NOUVEAU  
TELEPHONE ROSE  
01 86 40 00 40**  
Trouve ta partenaire Rapide et discret  
100% anonyme

Des expertes du  
**SEXE AU TÉLÉPHONE**  
te chauffent  
**EN DIRECT et SANS ATTENTE**  
au **0895 895 738** (0,80€/min)

Divorcée vivant seule ch.  
hommes pour passer bons  
moments chez moi sans  
engagement  
Tél 06 19 43 36 04

**06 14 59 17 90**  
Michèle séparée 49a  
discrète, envie de m'amuser  
de temps en temps,  
reçois chez moi



**PEFC**  
10-31-3705



**LA DÉPÊCHE**  
du midi

Journal de la démocratie

**GROUPE LA DÉPÊCHE DU MIDI**

Société Anonyme au capital de 3.577.010 Euros  
Siège : Avenue Jean-Baylet, 31095 Toulouse  
Tél. 05.62.11.33.00 - contact@ladepêche.com

Président du Conseil d'administration : Jean-Michel BAYLET  
Vice-Président : Marie-France MARCHAND-BAYLET  
Directeur général et Directeur de la Publication : Jean-Victor BAYLET  
Prédateur autonome : SAS SOCIÉTÉ DE MÉTIERS DE COMMUNICATION  
Médiateur : Henri AMAR - M. : henri.amar@ladepêche.fr

**Site Internet : [www.ladepêche.fr](http://www.ladepêche.fr)**  
Commission paritaire : 0525-87788 - I.S.S.N. : 0181-7981

Liste des points de vente sur Papiers consultables sur notre site internet [www.ladepêche.com](http://www.ladepêche.com)

**Tirage du mercredi 6 septembre 2023**  
**Nombre d'exemplaires : 106.418**

Journal imprimé sur le presse de la SAS Groupe La Dépêche du Midi  
et sur du papier certifié 100% FCM-FCBE-COC-21-01802

Origine géographique du papier : 50% origine Europe, 100% fibres recyclées issues de forêts durables gérées.  
Extrapolation : 100-01 mg par exemplaire, 100% fibres recyclées issues de forêts durables gérées et 50% fibres recyclées pour le papier journalier  
et un Phosphore total < Plat < 0,00081 g par page issues de forêts durables gérées.



**LE TRI**  
**à l'ÉCART**





**DIFFUSION**

[illegible]

**POUR UN ÉTÉ À 2. LE BONHEUR, VOUS LE MÉRITEZ BIEN!**

## SOLUTION DES JEUX

### SUDOKU

3	8	9	4	5	2	6	7	1
4	7	6	9	8	1	2	5	3
5	1	2	6	7	3	4	8	9
2	9	3	8	1	6	5	4	7
6	4	8	5	3	7	9	1	2
7	5	1	2	9	4	8	3	6
8	6	7	1	4	9	3	2	5
9	3	4	7	2	5	1	6	8
1	2	5	3	6	8	7	9	4

### FACILE

5	7	9	6	1	2	8	3	4
8	1	2	3	7	4	9	5	6
3	4	6	5	8	9	1	7	2
6	8	5	9	4	7	2	1	3
4	9	3	1	2	5	6	8	7
7	2	1	8	3	6	4	9	5
1	6	7	2	5	8	3	4	9
9	5	8	4	6	3	7	2	1
2	3	4	7	9	1	5	6	8

### DIFFICILE

HORIZONTELEMENT :  
 I. - HÉLIOPOLIS. - II. - ÉCURIE. ODE.  
 III. - POT. ESSIEU. - IV. TUTU. TIR. - V. -  
 ATELIER. OR. - VI. - TÉ. MOSELLE. - VII. -  
 GAN. NOÉ. - VIII. - LORI. HEURT. - IX. -  
 OPÈRE. POE. - X. - NASE. MUENT. -  
 VERTICALEMENT :  
 A. - HEPTATHLON. - B. - ÉCOUTE. OPA. -  
 C. - LUTTE. GRÉS. - D. - IUR. ULMAIRE. -  
 E. - OIE. ION. - E. PESTES. HEM. - G. -  
 SIRÈNE. - H. - LOIR. LOUPE. - I. - IDE.  
 OLÉRON. - J. - SEUDRE. TÉT. -

UNIVERSAL - JEUX N° 91 27 21 16

**AVIS PUBLICS**

## Enquêtes Publiques



Quercy Blanc  
communauté de communes

## AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI)  
et abrogation des cartes communales

Suite à l'annulation de l'enquête publique par l'arrêt n°AR203-59 du 30 mai 2023, le public est informé que, par arrêté réglementaire n°AR203-72 du 25 juillet 2023, le Président a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) à l'abrogation des cartes communales.

Cette enquête publique se déroulera pendant une période de 33 jours consécutifs : **du lundi 27 septembre 2023 à 9h00 heures au vendredi 6 octobre 2023 à 19h00.**

A été désigné par le Président du tribunal administratif de Toulouse M. Christian RESSEGUIER, cadre retraité de la fonction publique d'Etat, en qualité de commissaire enquêteur ;

Le support de présentation du dossier d'enquête publique unique sera mis à disposition au siège de la communauté de communes du Quercy Blanc et dans les mairies (aux jours et heures habituels d'ouverture) comme indiqué en suivant :

- Au siège de la Communauté de Communes du Quercy Blanc et à la mairie de Montcuq-en-Quercy-Blanc ; Intégralité du dossier d'enquête publique unique sur support papier ;
- Dans les mairies de Castelnau Montlatré-Sainte Alauzie, Cézac, Lhopistat, Lendou-en-Quercy, Saint-Paul-Flaugnac, Bargeuonne-en-Quercy, Montlauzun, Porte-du-Quercy, Pern ; Intégralité du dossier d'enquête publique unique sur un poste informatique mis à disposition du public ;

Le dossier d'enquête publique unique est aussi consultable, pendant toute la durée de l'enquête :  
- sur le site : <https://www.democratie-active/plui-quercyblanc/>

- Sur le site internet de la Communauté de Communes, à l'adresse : <http://www.ccquercyblanc.fr/> et sur celui des mairies de Castelnau Montlatré-Sainte Alauzie (<http://www.castelnau-montlatre.fr/>), de Cézac (<http://www.cezac.fr>), Montcuq-en-Quercy-Blanc (<http://www.mairie-montcuq-en-quercy-blanc.fr>), Pern (<http://www.pern46.fr>), Porte-du-Quercy (<https://porte-du-quercy.fr/>), Saint-Paul-Flaugnac (<https://www.saintpaulflaugnac.fr/>), Lhopistat (<https://lhopistat46.fr>).

Le public pourra prendre connaissance des dossiers et consigner éventuellement ses observations ou propositions sur les registres d'enquête ou les adresser par écrit :

**Par courrier papier :** à Monsieur le commissaire enquêteur, Enquête publique unique relative à l'élaboration du PLUI et à l'abrogation des cartes, communes, Communauté de communes du Quercy Blanc, 3 place Gambetta, 46060 Castelnau Montlatré-Sainte Alauzie

**par courrier électronique :** au commissaire enquêteur en précisant l'objet « A l'attention du Commissaire-enquêteur, Enquête publique unique relative à l'élaboration du PLUI et à l'abrogation des cartes communales » :

L'ensemble des observations sera tenu à la disposition du public sur le registre numérique : <https://www.democratie-active.fr/plui-cqccquyblanc/>  
Les observations électroniques seront publiées sur le site internet précité.  
Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public sur rendez-vous, sur <https://www.democratie-active.fr/plui-cqccquyblanc/> pour recevoir les observations, propositions écrites et orales, dans les lieux, aux jours et horaires suivants :

**Le 04/09/2023**  
- gh-12h00 : Commune de Castelnaud Montrastier-Sainte Alauzie : siège de la CCQB  
- 14h00-17h00 : Commune de Montcuq-en-Quercy Blanc : Mairie

**Le 08/09/2023**  
- gh-12h00 : Commune de Saint-Paul-Flaugnac : Mairie annexe de Saint-Paul-de-Loubressac  
- 14h00-17h00 : Commune de Lendou-en-Quercy : Mairie

**Le 14/09/2023**  
- gh-12h00 : Commune de Porte-du-Quercy : Mairie (Le Boulve)  
- 14h00-17h00 : Commune de L'hopitalat : Mairie

**Le 18/09/2023**  
- gh-12h00 : Commune de Montcuq-en-Quercy-Blanc : Mairie  
- 14h00-17h00 : Commune de Montlauzun : Mairie

**Le 22/09/2023**  
- gh-12h00 : Commune de Castelnaud Montrastier-Sainte Alauzie : Mairie  
- 14h00-17h00 : Commune de Cézac : Mairie

**Le 27/09/2023**  
- gh-12h00 : Commune de Pérat : Mairie  
- 14h00-17h00 : Commune de Barguelonne-en-Quercy : Mairie

**Le 03/10/2023**  
- gh-12h00 : Commune de Saint-Paul-Flaugnac : Mairie annexe de Saint-Paul-de-Loubressac  
- 14h00-17h00 : Commune de L'hopitalat : Mairie

**Le 06/10/2023**  
- gh-12h00 : Commune de Montcuq-en-Quercy-Blanc : Mairie  
- 14h00-17h00 : Commune de Castelnaud Montrastier-Sainte Alauzie : Mairie

L'adresse des lieux est indiquée à l'article 5 de l'arrêté. Le public peut se rendre à la permanence de son choix, et n'est pas tenu de se rendre à la permanence de la commune sur laquelle portent ses observations, propositions.

Ses rapports et ses conclusions seront transmis au Président de la Communauté de Communes dans un délai d'un mois à expiration de l'enquête et seront tenus à disposition du public dans les mairies et au siège de la Communauté de Communes et sur leurs sites internet (adresses mentionnées ci-dessus).

Toute information concernant le projet de modification du PLU pourra être demandée à Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Quercy Blanc, Bernard VIGNALS.

FAITES LE CHOIX D'UNE COMMA

FAITES LE CHOIX D'UNE COMMUNICATION  
LOCALE ET EFFICACE

**PUBLIEZ TOUTES VOS ANNONCES LEGALES  
SUR LES SUPPORTS DU**

**GROUPE**  
**LA DÉPÊCHE**

Vie des sociétés - Ventes aux enchères - Avis au public - Marchés publics

Contactez-nous : 05.62.11.37.37  
 service.legales@o2pub.fr

la Dépêche du Midi, journal habilité à publier les annonces légales et judiciaires par arrêté préfectoral, sur les départements 09 - 11 - 12 - 32 - 31 - 46 - 47 - 65 - 81 - 82.

Conformément à l'Arrêté du ministère de la culture et de la communication du 19 novembre 2012 relatif aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, modifiant la loi no 55-4 du 14 janvier 1955 relatif aux tarifs annuels de publication et le décret no 2012-1547 du 20 décembre 2012 relatif aux tarifs des annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce dans une base de données numérique centrale; le tarif au caractère est fixé à 0,183€ht pour chaque ligne ou espace.

Contact : l'Agence tel. 05.62.11.37.37.  
Courriel : service.legal@agencecomm.fr


**legales-online.fr**

## Publiez

vos annonces légales

« Vie des sociétés »

en 1 clic

Accès à tous  
les supports nationaux  
habilités

Mise à jour des  
marchés publics  
en temps réel  
sur le site de :

Dans votre commune  
ou sur les 10 départements alentours,  
consultez tous les marchés publics  
**liés à votre activité**  
sur la  
[www.ladepeche-marchespublics.fr](http://www.ladepeche-marchespublics.fr)



**LA DÉPÊCHE**  
marchés publics

## INDICATION







## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné, Bernard VIGNALS, Président de la Communauté de Communes du Quercy Blanc (CCQB), certifie que l’avis d’enquête publique unique concernant le projet d’élaboration du Plan Local d’Urbanisme intercommunal (PLUi) du Quercy Blanc et l’abrogation des cartes communales a bien été affiché, à la vue du public et dans la forme ordinaire, du 18 août 2023 au 6 octobre 2023 inclus et pendant toute la durée de l’enquête **au siège de la CCQB** comme sur le site internet [www.ccquercyblanc.fr](http://www.ccquercyblanc.fr)

**ainsi que dans les Communes membres de la CCQB :**

- Barguelonne-en-Quercy
- Castelnau Montratier-Sainte Alauzie
- Cézac
- Lendou-en-Quercy
- Lhospitalet
- Montcuq-en-Quercy-Blanc
- Montlauzun
- Pern
- Porte-du-Quercy
- St Paul-Flaunac

Fait pour servir et faire valoir ce que de droit.

A Castelnau Montratier-Sainte Alauzie ,  
le 11 octobre 2023.

Le Président,  
Bernard VIGNALS



**Enquête publique relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme  
intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Quercy Blanc et à  
l'abrogation des cartes communales de Sainte-Alauzie, Lascabanes, Saint-  
Cyprien, Saint-Laurent-Lolmie, Bagat-en-Quercy, Saint-Daunès, Montlaurun,  
Belmontet, Lebril, Valprionde, Saux et Saint-Matré**

**Procès-verbal de synthèse des observations du public**

**(Article R123-18 du code de l'environnement)**

**Préambule**

Par arrêté du 25 juillet 2023, le Président de la communauté de communes du Quercy Blanc a prescrit, du 4 septembre au 6 octobre 2023, pendant 33 jours consécutifs, la mise à l'enquête publique relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la communauté de communes du Quercy Blanc et à l'abrogation de la carte communale de Sainte-Alauzie, Lascabanes, Saint-Cyprien, Saint-Laurent-Lolmie, Bagat-en-Quercy, Saint-Daunès, Montlaurun, Belmontet, Lebril, Valprionde, Saux et Saint-Matré

Par décision de la Présidente du tribunal administratif de Toulouse du 30 mai 2023, M. Christian RESSEGUIER a été désigné en qualité de commissaire enquêteur pour la conduite de l'enquête publique.

L'article R123-18 du code de l'environnement dispose qu'après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés.

Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

J'ai rencontré le responsable du projet représenté par M. Bernard VIGNALS, Président de la communauté de communes du Quercy Blanc, dans la huitaine, le 9 octobre 2023, pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans le procès-verbal de synthèse. Ce dernier a produit ses observations le 23 octobre 2023.

Le procès-verbal de synthèse, dressé en deux exemplaires, présentant les observations du public et les réponses du porteur de projet, a été cosigné le 26 octobre 2023 par le Président de la communauté de communes pour le porteur de projet, et par le commissaire enquêteur. Un exemplaire du document a été remis au porteur de projet.



## **Bilan comptable**

La participation du public s'élève à **223 observations** dont 49% relèvent des permanences du commissaire enquêteur, 39 % du registre numérique et mails, 10% du courrier postal et 2% du registre papier. Les deux bourgs centre de Montcuq et Castelnau-Montratier concentrent 32% des interventions. 2946 téléchargements et 347 visiteurs uniques ont été recensés.

## **Analyse des thématiques abordées**

Le projet de territoire, les orientations et le contenu du document d'urbanisme ne sont pas absents des réflexions mais restent marginaux (5%), les interventions portant plutôt sur l'exploitation du dossier et l'organisation de l'enquête avec des demandes d'informations à caractère généraliste ou personnel (10%).

### Les contributions touchent à quatre grandes thématiques :

**1.** Pour une large majorité elles relèvent d'intérêts privés touchant au zonage parcellaire pour les demandes de terrains à bâtir et de changements de destination (58%).

**2.** La consultation du public a permis cependant de faire remonter un certain nombre de propositions dont trois portant sur les énergies renouvelables et en particulier le photovoltaïque. La collectivité est engagée sur une démarche de territoire à énergie positive et dispose d'un potentiel avéré avec une marge de progression importante en matière d'énergies renouvelables, donc ces initiatives sont à considérer avec attention par la communauté des communes.

L'analyse des contributions du public fait toutefois apparaître un courant d'opinion (15%) totalement opposé à l'implantation du photovoltaïque industriel, surtout avec la pratique de l'agrivoltaïque sur des terrains agricoles, qui s'était déjà manifesté (dossier récent du photovoltaïque sur Montcuq qui a fait polémique) et dont l'Association Protection Environnement Patrimoine s'est faite le relais en demandant à ses adhérents de s'exprimer par voie numérique en s'inspirant d'une lettre de protestation type.

Il y est fait allusion aux pratiques de la société TSE et ses intentions de se déployer sur les départements du Lot, du Tarn-et-Garonne et du Lot-et-Garonne alors qu'aucun projet d'installation photovoltaïque de cet organisme n'a été recensé sur le territoire à ce jour ou déposé au cours de l'enquête.

La Confédération Paysanne du Lot demande l'interdiction totale des centrales sur toutes les zones ENAF. Le syndicat considère à son niveau, par rapport à l'accès au foncier qui reste un des freins majeurs à l'installation agricole, que les projets de centrales photovoltaïques qui se multiplient ont un effet d'accaparement et se développent sans réflexion globale.

L'Association Environnement Juste a également apporté une contribution critique globale sur le PLUi plus élaborée assortie de contre-propositions qui portent notamment sur le photovoltaïque avec une position plus nuancée et constructive qui préconise notamment un contrôle et un encadrement réglementaires plus stricts des secteurs de développement et la possibilité de s'orienter vers la production et l'autoconsommation collective au niveau local.

Les prises de position sur ce sujet et le rejet souvent radical qui s'exprime à travers ces contributions tendent à instaurer un effet de « sanctuarisation » qui vise à protéger en l'état les milieux paysagers du territoire.

Les élus du territoire devront composer avec ces critiques et la nécessité de répondre aux dispositions de la loi d'Accélération des Energies Renouvelables avec l'identification et la mise en place des Zones d'Accélération favorables à l'accueil des projets d'EnR.

**3.** Une particularité, liée à la spécificité rurale et touristique du territoire et à la présence du chemin de Saint-Jacques de Compostelle, amène de jeunes porteurs de projets à proposer des hébergements légers de loisirs insolites, initiatives qui vont dans le sens de la diversification de l'offre d'hébergement sur un territoire dont le diagnostic souligne le potentiel touristique et l'offre de loisirs qui restent encore à exploiter (6%).

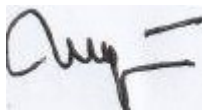
Les changements de destination et certains STECALs participent aussi à développer l'offre de logements locatifs ou touristiques.

**4.** La projection d'OAP éloignées de toute urbanisation sur des espaces agricoles ou naturels est dénoncée par des riverains susceptibles d'être impactés pour des raisons environnementales et patrimoniales mais également par souci de préserver un cadre de vie privilégié choisi pour son authenticité (6%). C'est le cas des habitants du hameau de Lebreil-Gautier à Montcuq qui, par pétition, ont demandé la suppression de l'OAP du même nom revendication acceptée par l'autorité organisatrice.

A cet égard, la collectivité, pour répondre à une meilleure sobriété foncière, s'est engagée globalement à revoir sa copie et ramener à la baisse les secteurs destinés à l'urbanisation dont certains sont déconnectés de toute urbanisation déjà existante.

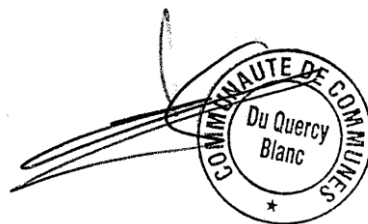
Fait à Castelnau-Montratier, le 26 octobre 2023

Le commissaire enquêteur



Christian RESSEGUIER

Le Président de la communauté de  
communes du Quercy Blanc



Bernard VIGNALS

DATE DE RECEPTION	REF. OBSERVATIONS	COMMUNE(S) CONCERNÉE(S)	PARCELLES LOCALISATION	AUTEUR	RÉSUMÉ DES CONTRIBUTIONS DU PUBLIC AU COURS DE L'ENQUÊTE	AVIS DE LA CCQB SUR LA CONTRIBUTION PRÉSENTÉE
06/10/23	BARG/PER/06/10/23/AM	BARGUELONNE-EN-QUERCY	C 248 lieu-dit "Moulin de Bacou"	ANDRIEU Patrick et DELBERG Aline	Concerne une bâtisse qui n'apparaît pas sur le zonage. Les vannes du moulin ont été refaites et en parfait état de fonctionnement permettant à l'occupant de les faire fonctionner et de réguler les crues sur Saint-Daunès. La demande porte sur la possibilité d'aménager une grange accolée au moulin dont la surface est réduite (40m²) en vue de vendre l'ensemble moulin et grange.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
13/09/23	BARG/MAIL/13/09/23/	BARGUELONNE-EN-QUERCY	285 (préfixe) C 35 lieu-dit Pech Caussen	BESSIERES Guillaume	Commune de Saint-Pantaleon. Demande le classement de la parcelle 357 en terrain à bâtir	Zone naturelle N à conserver, avis défavorable.
27/09/23	BAR/PER/27/09/23/PM	BARGUELONNE-EN-QUERCY	285 (préfixe) A 753 lieu-dit "Poujo"	BOUCHET Jean-Claude	Saint Pantaléon. Projet de construction d'une habitation et d'un hangar agricoles. Le certificat d'urbanisme réalisable a été délivré le 16/12/2022. Va déposer un permis de construire car des frais ont déjà été engagés (études de sol et frais de bornage).	Demande ne nécessitant pas de réponse.
27/09/23	BARG/PER/27/09/23/PM	BARGUELONNE-EN-QUERCY	000 (préfixe) E 90	DELMAS Frédéric	Demande si la réhabilitation de sa maison située en zone A est envisageable dans les années à venir.	Demande complexe qui nécessite d'être étudiée dans le cadre d'une demande de permis. Est considérée comme habitation potentiellement réhabilitable en zone agricole, une maison dont les 3/4 de la toiture et les murs porteurs existent encore. Sinon, il s'agit d'une ruine qui ne pourra être transformée en habitation que pour un agriculteur et si nécessaire à l'exploitation agricole.
10/09/23	MONTC-PORTE- BARG/MAIL/REN/10/09/23  MONTC-PORTE- BARG/PER/06/10/23/AM	BARGUELONNE-EN-QUERCY	Planches 10 et 11	FROIDURE Bruno	Intervient en tant que propriétaire à Montcuq et Porte du Quercy et comme gérant statutaire du groupement foncier rural (GFR) du "Trépadou" qui possède des immeubles bâtis et non bâtis à usage agricole et forestier à Montcuq, Porte du Quercy et Barguelonne. <u>Sur le zonage</u> , les abords immédiats au lieu-dit "Trépadou" sont classés Ap : cette zone n'est pas agricole et doit être classée N, voire Np. (espace pentu, boisé servant de protection visuelle comprenant de vieux chênes jamais exploités en plein dépérissement). Sur le règlement, plusieurs observations : le zonage ne correspond pas à la réalité car les immeubles à vocation agricole sont loués à un fermier (M. Planque Bastien) et immeubles à vocation forestière font l'objet d'un plan simple de gestion forestière agréé par le centre régional de la propriété forestière (CRPF). De ce fait, les planches 10 et 11 du zonage ne correspondent pas complètement avec cette distinction. Ne retrouve pas les conditions d'autorisation "sous conditions" des exploitations agricoles en zone A et en zone N. Estime inacceptable que l'exploitation forestière soit autorisée sous conditions en zone naturelle et interdite en zone agricole par rapport aux obligations du GFR. Les dispositions du zonage du règlement est source de conflits ultérieurs, RDV pris avec le commissaire enquêteur le 06/10/2023 à Montcuq.	Ne concernent pas Barguelonne-en-Quercy, les remarques sur le zonage portent sur des parcelles situées à Montcuq.

04/09/23	BARG/PER/18/09/23/AM et BARG/04/09/23/PER/PM	BARGUELONNE- EN-QUERCY	014 (préfixe) E 286-241-242 lieu-dit "Pichot" à Lasbouygues	GILLARD Jean-Paul et Annick	Commune de Bagat en Quercy. Installés sur la parcelle 014 F 214, ont vérifié que les parcelles concernées sont constructibles en zone Ub. Expriment leur désaccord car installés depuis 40 ans, le projet nuit à la qualité de vie et du site.	Pas de commentaire particulier.
06/10/23	BARG/POS/06/10/23	BARGUELONNE- EN-QUERCY	285 (préfixe) <b>417</b> A 437	JALBERT Christian	Parcelle en zone A. Précise qu'il n'est pas agriculteur. Demande s'il ne faudrait pas nommer les bâtiments résidentiels inclus dans la zone A ou les sortir de la zone.	N° de parcelle erroné : M. JALBERT n'est pas propriétaire d'une parcelle 417 comme indiqué dans son courrier mais de la 437. L'environnement agricole, sans autre maison à proximité immédiate, confère le classement en zone A, même si le propriétaire n'est pas agriculteur. Le règlement de la zone A permet tout de même aux constructions existantes d'évoluer sous conditions, quelque soit le statut du propriétaire.
27/09/23	BARG/PER/27/09/23/PM	BARGUELONNE- EN-QUERCY	285 (préfixe) E 402-404	JEAN Adrien et Maiva	Saint-Pantaléon. Parcelle en zone A. Le couple (2 enfants en bas âge) souhaite installer un laboratoire de boulangerie& pâtisserie dans un hangar disponible de leur propriété ou se situe leur maison. Le permis de construire a été refusé, ce qui bloque toute initiative pour les intéressés qui ont besoin de cette installation pour lancer leur activité. En dernier recours option de reconstruire un bâtiment sur la parcelle 404 de 200 m² (mission impossible si reconstruction à l'identique sur ce grand bâtiment).	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à un changement de destination répertorié au PLUi (à condition que le hangar ne soit pas une ruine). Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
05/10/23	BARG/POS/05/10/23	BARGUELONNE- EN-QUERCY	000 B 340-343	LACAVALERIE Gilles et Christine	Demande le classement en zone constructible des parcelles 340 et 343.	Avis à statuer. Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
27/09/23	BARG/PER/27/09/23/PM	BARGUELONNE- EN-QUERCY	000 (préfixe) B 344 lieu-dit "Brugals"	LACAVALERIE Jacqueline	Demande que sa parcelle reste en zone agricole.	Reste en zone A.
22/09/23	BARG/REN/22/09/23	BARGUELONNE- EN-QUERCY	000 (préfixe) B 343-344  000 (préfixe) D 516	MEUNIER Jean-Claude	Commune rattachée de Saint- Daunès. Intervient en qualité d'ancien maire. Regrette que la surface du bâti résidentiel de 0,7 ha et la SAU de 0,7 ha entre 2008 et 2018 constituent les pourcentages les plus bas de la CCQB avec pour conséquence pratiquement pas d'apport de population et donc nécessité d'accueillir de nouveaux habitants (Montcuq est saturé, sauvegarde du groupe scolaire de la Haute Barguelonne et future zone artisanale). Propose des secteurs constructibles Côte de Pasta (parcelle 516) et sur Péquelèbre (parcelles 343 et 344). Signale une PVR sur OAP du village et que le choix de la zone de Verdayrou n'est pas pertinente.	Pour la Côte de Pasta: refus de la zone lors de la 1ère carte communale.  Pour les parcelles 343-344 : propriétaire non vendeur.
22/09/23	BARG/POS/22/09/23	BARGUELONNE- EN-QUERCY	000 (préfixe) D 68-69-50-516	MONTAGNAC Alain	Saint -Daunès. Demande de constructibilité des parcelles citées.	Avis défavorable.
25/09/23	BARG/POS//25/09/23	BARGUELONNE- EN-QUERCY	285 (préfixe) E 351-815	PARCELLIER Dominique (Mme)	Commune rattachée de Saint-Pantaléon. L'annexe à la maison principale sur laquelle le pétitionnaire désire un changement de destination est à cheval sur les 2 parcelles citées classées en zone Ae. Il est demandé leur classement en zone N afin de réaliser cette opération.	Avis favorable sous réserve que cela corrige effectivement une erreur matérielle du dossier.  Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à un changement de destination répertorié au PLUi. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.

27/09/23	BARG/PER/27/09/23/PM	BARGUELONNE-EN-QUERCY	285 (préfixe) F 80	RUAMPS Patrick	Demande de vérifier si le changement de destination est identifié sur le zonage graphique en zone A.	Le changement de destination sur cette parcelle figure bien en page 6 de l'annexe 1 du rapport de présentation. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
14/09/23	BARG/PER/14/09/23/PM	BARGUELONNE-EN-QUERCY	E 182-183-169-178-447 lieu-dit Le Bouët	USERO Robin	Saint-Daunès. Désire construire des cabanes en bois et matériaux recyclés de 20 m², sans eau, ni électricité sous l'appellation "Cabanes insolites". Une pour l'instant mais avec un projet de développement de 4 cabanes au total et classer les parcelles concernées en zone nature et touristique (NI ?)	A voir au cas par cas afin de préciser les projets identifiés. Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
02/09/23	CAST/RP/02/09/23	CASTELNAU-MONTRATIER	H 233-237	BOILEAU Nicole	Demande pourquoi les parcelles appartenant à la famille Hernu ne sont plus constructibles dans le projet de PLUi (parcelle 237 notamment)	C'est le résultat du découpage avec les données du SCOT (au moins 5 maisons distantes de moins de 50m). En revanche, que la parcelle H237 reste constructible n'est pas choquant et la municipalité serait favorable (sous réserve de respecter les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés).
29/09/23	CAST/REN/29/09/23	CASTELNAU-MONTRATIER	G 814-815 lieu-dit "Lavelle"	BONNEMORT Jérôme (par l'intermédiaire de Maître CAMOUS)	Représenté par la Société AURAVOCATS. Fait savoir que le déroulement de l'enquête publique n'est pas sincère et ne permet pas aux intéressés de prendre connaissance du projet, estime que le déclassement de la zone 2AU en zone A et en zone N est contraire aux objectifs du PADD, et demande que la parcelle 815 soit classée en zone Uc.	Concernant la demande pour la parcelle G815 : avis défavorable de la municipalité, enjeux paysagés forts et hors prescription du SCOT (avis déjà donné sur le registre de concertation).
13/09/23	CAST/MAIL/13/09/23	CASTELNAU-MONTRATIER	248 (préfixe) C 758-456-756-754	BOURDET Marie-Paule	Concerne Sainte- Alauzie. Rappelle son courrier du 15/03/2021. Deux choses : demande constructibilité des parcelles 758 et 456 et agrandissement des bâtiments existants sur les parcelles 756 et 754.	Pour les parcelles 758 et 456, l'avis au registre de concertation était déjà défavorable pour des enjeux paysagés forts et hors prescription du SCOT.  Pour l'agrandissement des bâtiments, le projet de PLUi le permet.
22/09/23	CAST/PER/22/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	H 379 lieu-dit "La Malaudie"	CALVET Jean-Paul	Demande de constructibilité de la parcelle, proposée en zone A, qui est entourée par 2 parcelles constructibles.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.

22/09/23	CAST/POS/22/09/23	CASTELNAU-MONTRATIER	G 223	DAUNAC Philippe	Courrier à croiser avec la requête commune introduite par l'intéressé et M. GARRIGUES Jean-Michel	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
08/09/23	CAST/PER/08/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	G 223-224 lieu-dit "Quiéroux"	DAUNAC Philippe et GARRIGUES Jean-Michel	Concerne 2 projets parallèles situés en grande partie en zone A. M. DAUNAC, 1385 route de Montcuq, a déposé une observation sur le cahier de concertation pendant l'élaboration du PLUi. Sa demande concerne un projet de constructibilité sur la parcelle G 223 pour sa fille. M. GARRIGUES dispose de la parcelle riveraine G 224 qu'il destine également à la construction. Proposition commune de retirer la zone 2AU prévue dans le zonage et de compenser ce retrait par le classement des 2 parcelles précitées en zone constructible. Disposent d'un accès commun pour limiter l'emprise au sol. L'accès à tous les réseaux est disponible et présence de la route communale jouxtant les parcelles. En dernier recours, plaident pour sauver au moins l'essentiel proposé au zonage du PLUi.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
06/10/23	CAST/PER/06/10/23/PM	CASTELNAU-MONTRATIER	H 505-514-516	DAVID-AYADA Anna	Venue vérifier si le passage d'une zone constructible à une zone N est susceptible de remettre en question la déclaration préalable affichée le 06/10/2023 pour la création de 2 lots détachés de l'unité foncière.	Même avis que le commissaire enquêteur : l'intéressée conserve ses droits à construire.
06/10/23	CAST/PER/06/10/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	AB 1146 lieu-dit "Causse du Moulin à Vent"	DELMAS Nicole	Demande la constructibilité de sa parcelle classée en zone N. Un CU avec opération réalisable dont la durée de validité court à compter du 25/05/2021 suivi d'une déclaration préalable affichée le 12/12/22 pour la création d'un lotissement de 2 lots détachés de l'unité foncière sur 4020 m².	Un propriétaire conserve ses droits à construire pour toute la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme, malgré un passage en zone N. Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
06/10/23	CAST/PER/06/10/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	248 (préfixe) C 519-523-524	DELPECH Jérôme	Demande constructibilité des parcelles proposées en zone A au moins pour une parcelle afin que sa fille, qui désire s'installer comme kiné, soit en mesure de construire. Présence des accès et des réseaux.	Avis défavorable, mitage hors cadre du SCOT. Avis déjà donné sur le registre de concertation.
27/09/23	CAST/PER/27/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	248 (préfixe) A 301-361	DURAND Marie	Demande de vérifier la constructibilité des parcelles citées proche du périmètre de protection du moulin de Boisse situé à 150 m, environ.	Références cadastrales à vérifier : pas de parcelle 361 à proximité mais plutôt 631 contiguë à la 301. Toutes ces parcelles sont en zone agricole A: la construction de nouveaux logements est réservée aux agriculteurs sous conditions. Les annexes et extensions de maisons existantes sont autorisées sous conditions. Les parcelles 301 et 631 se situent dans le périmètre de protection du moulin dans lequel les projets sont soumis à avis de l'ABF.
04/10/23	CAST/MAIL/04/10/23	CASTELNAU-MONTRATIER	F 595	FAURE Achille et Nicole	Demande de changement de destination qui, a priori, n'est pas identifié.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition que la grange ne soit pas une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
22/09/23	CAST/PER/22/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	Q 247-253 lieu-dit "Latreille"	FOURNIOLS Emilien et ROUZIES Julie	La parcelle 247 est située en zone A et la parcelle 253 en zone N, La demande porte sur la création de 2 hébergements touristiques insolites sur chacune des parcelles, attenantes à l'exploitation agricole familiale. Demande de classement des parcelles en hébergement de loisirs.	A voir au cas par cas afin de préciser les projets identifiés. Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.



22/09/23	CAST/PER/22/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	G 222	FOUSSAT Alain	Le pétitionnaire qui dirige une entreprise de pièces détachées pour réparer des serres horticoles et maraîchères demande de vérifier le classement de la parcelle citée afin d'installer une zone de stockage dans le cadre du développement de son activité et s'il a la possibilité de concrétiser sa démarche, demande de revoir le chemin d'accès à ce terrain (distance de 30 m.) plutôt que la solution d'accès par la voie de desserte, qui loge sa parcelle 1458 siège de son habitation, de 100 m. de longueur qui lui est proposée.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
06/10/23	CAST/PER/06/10/23/PM	CASTELNAU-MONTRATIER	P 4-7-8-9-13-1095 lieu-dit "Counord"	GINIBRE Jean-Paul	Demande de pouvoir vendre des terrains à bâtir non constructibles correspondant à des terres agricoles non irrigables et très arides sur le plateau, route de Molière. Eau et électricité sur place et chemins d'accès sur les parcelles.	Avis défavorable : enjeux environnementaux et agricoles, hors cadre du SCOT. Avis déjà donné sur le registre de concertation.
29/09/23	CAST/REN/29/09/23	CASTELNAU-MONTRATIER	AB 724-725-978	HUMBERT Jean-Christophe (Groupe Ages & Vie Habitat)	Projet de "Ages & Vie" sur l'OAP "Clary" pour une construction de colocations pour personnes âgées en perte d'autonomie en tant qu'alternative à l'EHPAD. Précise que le projet porte sur la construction de 2 maisons correspondant à 4 logements d'habitat privé pouvant loger jusqu'à 8 personnes avec les auxiliaires de vie et non une résidence de 15 à 20 hébergements.	Avis favorable sous réserve que cela corrige effectivement une erreur matérielle du dossier.
22/09/23	CAST/PER/22/09/23/PM	CASTELNAU-MONTRATIER	G 1095	LACHARME Loïc	Projet de création de logements insolites consistant en 4 cabanes en bois de 30m² chacune en zone NI	A voir au cas par cas afin de préciser les projets identifiés. Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
26/09/23	CAST/REN/26/09/23	CASTELNAU-MONTRATIER	G 933	LAFAGE Sébastien	SCI de Bertines. Demande le maintien en terrain constructible de la parcelle concernée achetée depuis 2008 en vue de sa constructibilité avec une réalisation déjà menée à bien et en vue de projets de constructions à l'étude. Les dessertes sont sur le site. Le terrain est nu, n'est pas fractionné et constitué d'une seule parcelle.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
27/09/23	CAST/PER/27/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	248 (préfixe) B 703-688-881-689-879-311	LAVAL Alain	2 Requêtes. Demande de classement en zone constructible des parcelles citées proposées en zone A, sauf parcelle 311 destinée à une demande de changement de destination ( grange et ses dépendances ).	Même avis que le commissaire enquêteur concernant la demande de classement en zone constructible : les dispositions réglementaires n'incitent pas à donner satisfaction à l'intéressé.  Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à la demande de changement de destination de la grange (B311) et des dépendances (à condition qu'il ne s'agisse pas de ruines). Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
22/09/23	CAST/PER/22/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	G 1276-1277 lieu-dit "Montfaucon"	LE CAMUS Gérard et Elisabeth	Venus pour vérifier si ces parcelles sont constructibles.	Demande portant sur une confirmation de zonage traitée directement lors de la permanence : ne nécessite pas de commentaire.
06/10/23	CAST/PER/06/10/23/PM	CASTELNAU-MONTRATIER	P 1269 N 8 R 759	MARIN Dominique	Maire de la Commune. Propose 3 emplacements réservés qui ont été oubliés pour des extensions potentielles de cimetières. Sur parcelle P 1269 église Ganil, N 8 pour l'église Russac et sur parcelle R 759 pour l'église Saint-Privat.	Même avis que le commissaire enquêteur : emplacements réservés à rajouter dans la liste et sur le zonage.
04/09/23	CAST/PER/04/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	B 723 2336 route de Lhospitalet lieu-dit "Moulin de Massip	PARAYRE Gilbert	Souhaite connaître la destination de la parcelle B723 située au sein d'un hameau de 5 maisons dans le cadre d'une succession de famille pour envisager de construire. Entièrement constructible au PLU et réduite de moitié avec le nouveau zonage. L'intéressé souhaite que l'on revoit l'orientation du trait du zonage dont une partie est située en zone Uc et l'autre proposée en zone A.	Avis favorable pour réorienter le trait de zonage sur la parcelle B723 à 90° par rapport à l'existant.

22/09/23	CAST/PER/22/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	G 1434- 1435-1436- 1438	SAHUC Serge	Demande un changement d'affectation sur les parcelles concernées classées en zone A du PLUi et portant sur un garage fermé de 65 m² environ afin de le transformer en habitation (sur parcelle 1438, adresse : 1230 route de Thézeis), Présence de tous les réseaux)	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
06/10/23	CAST/PER/06/10/23/PM	CASTELNAU-MONTRATIER	B 1010-1018-310	SANGOI Benjamin	Entrepreneur de travaux agricoles. Parcelles en zone A. Souhaite disposer de 800 à 1000 m² pour développer son activité. Les chemins d'accès sont disponibles. Son habitation , parcelle 802, est limitrophe des autres parcelles.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
22/09/23	CAST/PER/22/09/23/AM CAST/POS/29/09/23	CASTELNAU-MONTRATIER	248 (préfixe) B 343-693-723-724-983  248 (préfixe) D 124-125-126	SOULÉ Christiane	Plus particulièrement Sainte-Alauzie. La requête porte sur 4 points: <u>Point 1</u> : demande de reconnaissance au titre de l'article L 151-19 du code de l'urbanisme, comme élément du patrimoine (Ep) et le classement afférent, d'une forge en ruine sur la parcelle D124. <u>Point 2</u> : au Pech de sainte-Alauzie, demande de classer en "patrimoine rural non protégé" (PRNP) un bâtiment situé sur la parcelle B 343 très dégradé et un ancien hangar situé sur la parcelle B 983 pour laquelle elle souhaite un pastillage sur cette maison forte qui présente un grand intérêt patrimonial. <u>Point 3</u> : Demande le classement de la parcelle B 693 en zone constructible. <u>Point 4</u> : Demande de classer en zone N les parcelles 723 et 724 actuellement enherbées proposées en A.	<u>1) la conservation en zone constructible de la parcelle D 124 / ou possibilité d'un changement de destination matérialisé dans le PLUi / ou matérialisation des ruines sur les plans cadastraux :</u> > en zone N au PLUi et non contiguës au bâti du bourg, les parcelles D124-125-126 n'ont pas vocation à être constructibles. Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable mais à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis. La matérialisation des ruines dépend du fonds cartographique utilisé : on veillera à faire apparaître les ruines notées au cadastre. <u>2) le changement de destination sur les parcelles 343-983 :</u> > les 2 bâtiments sont sur la parcelle B 343 classée en Ua, donc constructible : de fait, le changement de destination est possible. La B 983 en zone N doit rester non constructible pour limiter l'étalement urbain et préserver l'aspect du bourg. <u>3) le classement en zone constructible de la parcelle B 693:</u> > passée en zone A, cette parcelle n'a plus vocation à accueillir de nouvelles constructions car trop éloignée du tissu bâti existant et son environnement est boisé. <u>4) le classement en zone N des parcelles B 723-724 :</u> > avis favorable : tissu bâti existant éloigné, environnement boisé et topographie accidentée.
27/09/23	CAST/PER/27/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	248 (préfixe) A 116	TARDIERE Claudine	Demande le maintien de cette parcelle en zone constructible qui, au même titre que d'autres terrains lui appartenant, n'est plus plus constructible dans le projet de PLUi, ceci dans le cadre de son certificat d'urbanisme délivré le 2/06/2021 (opération réalisable) et qui n'est plus valable. La parcelle touche la zone Uc du bourg.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
06/09/23	CAST/MAIL/06/09/23	CASTELNAU-MONTRATIER	F 591-592-646-647-1083	Watt&Co Benoît BABY chef de projet	Le groupe a signé une promesse de bail avec M. Hermen, éleveur bovin, le 26/07/2023, en vue du développement d'un projet agrivoltaïque de 6,7 ha dont 5,2 ha concernent la commune de Castelnaud. Demande que les parcelles concernées soient classées en zone Aph. Indique l'absence de corridors écologiques et de réservoir de biodiversité dans le secteur d'études du projet. Peut procéder à une étude d'impact,	La position de la Commune est que 3 aspects doivent être pris en compte: - l'aspect paysagé : que le projet soit compatible avec les orientations du CAUE - l'aspect agricole : que le projet est un avis favorable de la Chambre d'Agriculture - l'aspect économique : que le projet intègre une participation de la SEM de la FDEL

23/09/23	CAST/PER/23/09/23/AM	CASTELNAU-MONTRATIER	P 63, 100 chemin de Tavernier, Ganic	WILMOTT Timothy	Souhaite restaurer dans les règles de l'art une grange proche de sa maison d'habitation en version écologique, en zone N.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
22/09/23	CEZ/PER/22/09/23/PM	CEZAC	F 178 lieu-dit "Pechpeyroux"	BESOMBES Jean-Michel	Demande de changement de destination (grange) sur la parcelle concernée qui fait suite à plusieurs courriers. Les travaux extérieurs sont terminés, reste l'intérieur. Eau et électricité sur place.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
22/09/23	CEZ/PER/22/09/23/PM	CEZAC	D 171-172 lieu-dit "Le Barral"	DELPECH Franck	L' intéressé est agriculteur et a un projet de bâtiment de stockage de matériel agricole avec toiture photovoltaïque. Permis de construire déposé le 25/07/2023 refusé car parcelle concernée située en zone U1 qui interdit la construction de bâtiments agricoles.	Avis favorable pour une modification de zonage.
03/10/23	CEZ/PER/03/10/23/PM	CEZAC	F 49 lieu-dit "Combe de Laffont"	HASSON Guillaume	La parcelle est en zone N. Demande s'il peut agrandir sa maison.	En accord avec le commissaire enquêteur : les annexes et extensions des habitations existantes sont autorisées en zone N sous conditions.
06/09/23	CEZ/POS/06/09/23	CEZAC	D 783	JOSSE Laurette	Réitère sa demande de constructibilité de sa parcelle située en zone A. Dispose d'un certificat d'urbanisme de 2005 qui a été annulé.	Avis défavorable, zone agricole à protéger.
29/09/23	CEZ/POS/29/09/23	CEZAC		JUBIN Bernard	Manifeste son opposition ferme et résolue au projet de PLUi qui constitue une entrave à la liberté d'entreprendre et notamment la liberté de construction. Se réserve le droit de procéder à tous les recours possibles si le projet d'urbanisme devait être adopté en l'état.	En accord avec le commissaire enquêteur : pas de commentaire.
28/09/23	CEZ/REN/28/09/23	CEZAC	C 489	PAUWELS Yves	Parcelle classée en zone N. Demande de constructibilité	En zone N, seules les annexes et extensions des habitations existantes sont autorisées sous conditions, pas les nouveaux logements. La possibilité de créer un STECAL sera étudiée avec attention car elle peut être comptabilisée dans la consommation foncière.
22/09/23	CEZ/PER/22/09/2023/PM	CEZAC	E 398	PERN Olivier	Parcelle en zone A. L'intéressé est architecte et demande la possibilité d'un changement d'usage (à usage d'habitation) d'un hangar situé sur la parcelle concernée.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
22/09/23	CEZ/PER/22/09/23/PM	CEZAC	F 293	PERN René	La parcelle est située en zone A. Demande de constructibilité (maisons riveraines )	En accord avec le commissaire enquêteur : les dispositions règlementaires n'incitent pas à donner satisfaction à l'intéressé.
08/09/23	LEND/PER/08/09/23/PM	LENDON-EN-QUERCY	E-255 E 225	ANDRIEU François	A confirmation de l'identification de sa parcelle, mais indique ne pas pouvoir s'engager à entreprendre les travaux à court terme en raison notamment de graves problèmes de santé personnels qui perturbent son quotidien et la difficulté d'assurer rapidement le financement de l'opération.	Parcelle 000 E 225 et non E 255 (qui n'appartient pas M. ANDRIEU). Demande non comprise et à préciser. Zone A et changement de destination déjà inscrit au PLUi.

08/09/23	LEND/PER/08/09/23/PM	LENDON-EN-QUERCY	274 (préfixe) A 273	BOURRUT-LACOUTURE Jean-Philippe	Commune de Saint-Laurent-Lolmie. Demande de changement de destination, non identifié sur le projet de zonage, pour la réhabilitation d'un moulin à l'étage qui figure sur la carte de CASSINI à forte valeur patrimoniale en vue d'une réhabilitation pour éventuellement créer un gîte. Le bâtiment est construit. Se situe en zone N inondable.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
08/09/23	LEND/PER/08/09/23/PM	LENDON-EN-QUERCY	274 (préfixe) D 117 et D 124 lieu-dit "Lapoularié"	BOUTARD Didier, intervient pour NACKAERTS Johan et DE BACKER Myriam	Sur la commune rattachée de Saint-Laurent-Lolmie. Demande de changement de destination identifié sur le zonage du PLUi. Terrains situés en zone N, 132, route de Tréjoul. Souhaitent construire un lieu pour recevoir du public en recherche de calme et de méditation sur les parcelles 118 et 124 et font état de leur désir de résider en permanence sur la commune. Leur demande, datée du 18/08/2023, a été déposée sur le registre de concertation de la commune. Engagement demandé pour concrétiser leur opération.	Pour le changement de destination déjà identifié au PLUi : Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire. Les parcelles 118 et 124 sont en zone N : demande complexe qui nécessite d'étudier le projet et le zonage. En cas de création de STECAL ou de passage en NI, la demande sera étudiée avec attention car elle peut être comptabilisée dans la consommation foncière.
22/09/23	LEND/PER/22/09/23/PM	LENDON-EN-QUERCY	158 (préfixe) E 493 lieu-dit "Les Vignals"	COUTURE Xavier	Demande de création d'un STECAL en zone A pour 2 ou 3 gîtes sur pilotis, de 25m² environ à usage de location saisonnière.	Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
08/09/23	LEND/PER/08/09/23/PM	LENDON-EN-QUERCY	Lieu-dit "La Taillade"	FERRARI Pierre	Demande de changement de zonage du projet du PLUi, de la zone N à la zone A pour extension de l'activité agricole et viticole et demande de création de 2 STECAL en zone N au titre de l'indivision FERRARI, ceci pour la préservation et la valorisation de ce lieu transmis par ses parents et en particulier son père Nino FERRER. Projette la création d'un parcours-visite en mémoire de son père (exposition des tableaux, des instruments de musique dans le studio d'enregistrement de l'artiste) avec le label "maison des illustres" qui sera sollicité, complété par un parcours en extérieur sur la propriété (25 ha) avec exposition d'artistes locaux. Propose également la création d'un lieu de résidence pour courts séjours et valoriser la richesse du patrimoine naturel de la région. Souhaite étendre son activité viticole sur 1,5 ha et la compléter par la création d'un chai, en diversifiant son activité par la plantation de lavandes, d'amandiers, de chênes truffiers et d'un rucher. Tous les réseaux sont disponibles. Toutes les cultures sont en bio. Habitations légères de Loisirs prévues. Respect total de l'environnement. Projet à fort intérêt local qui intéresse la commune.	Avis favorable pour le changement de zonage en agricole.  Les demandes traitant de la création d'un STECAL seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
08/09/23	LEND/PER/08/09/23/PM	LENDON-EN-QUERCY	158 (préfixe) E 11 lieu-dit "Murat"	FRYDENLUND Helle et STOCLIN Jacques	Sur un STECAL identifié dans le projet de zonage situé en zone N, propose la construction d'un bâtiment et d'annexes pouvant accueillir 2 à 3 artistes sur des périodes d'une ou deux semaines.	Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
22/09/23	LEND/PER/22/09/23/PM  LEND/REN/22/09/23  LEND/REN/30/09/23	LENDON-EN-QUERCY	158 (préfixe) F 158-159 Adresse : 144, route de Saint- Geniès	JAMES Jérôme et LAUBEPIN Corinne	Village d'Escayrac. Demande de constructibilité des 2 parcelles, mais problème de localisation de celles-ci.  Défavorables au découpage de leur parcelles  Demande le classement de sa parcelle en zone constructible. Une piscine occupe le centre du terrain et un agrandissement de la maison d'habitation qui touche cette parcelle est prévue avec garage et atelier	Parcelle F159 en zone Ua et parcelle F158 avec piscine en zone N : Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.

06/10/23	LEND/REN/06/10/23	LENDON-EN-QUERCY	158 (préfixe) F 149	MACPHERSON Symon	Demande de changement de destination (grange et grangette).	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
18/09/23	LEND/PER/18/09/23/AM	LENDON-EN-QUERCY	158 (préfixe) B 77-78	MARIE Bernadette	Sa maison principale est sur la parcelle 77 proposée en zone Uc du PLUi. Demande constructibilité parcelle 78 proposée en zone N, situation qui remet en cause son projet familial de vente du terrain.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
27/09/23	LEND/PER/27/09/23/AM	LENDON-EN-QUERCY	158 (préfixe) B 77-78	MARIE Bernadette	s'est présentée à la permanence pour signaler qu'elle s'était trompée d'identification de sa parcelle qui est en réalité la parcelle 77 (constructible) et non 78.	Ne nécessite pas de commentaire.
18/09/23	LEND/PER/18/09/23/PM	LENDON-EN-QUERCY	Parcelle F 317, lieu-dit Marcillac	MAT Nicolas	Commune de Saint-Cyprien. Projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol sur 7,6ha (remise d'un dossier de la société "enoé" qui développe le projet) en zone N partiellement boisée, en copropriété avec son oncle Jean PINATEL, avec promesse de bail signée. Une partie du projet viendrait rogner le périmètre de protection du château proche inscrit aux monuments historique. Maire de la commune informé. Souhaite que le zonage passe en Npv. Le projet participera au financement des travaux de restauration du château de Marcillac en mauvais état en collaboration avec l'ABF et la DRAC. Peut rentrer dans le dispositif de participation des collectivités attendues par les services de l'Etat dans le cadre de l'identification des Zones d'Accélération de l'Energie (ZAE).	Ne se prononce pas pour l'instant : en attente de la délimitation en cours des zones d'accélération de la production d'EnR, privilégiant les espaces déjà artificialisés, prévues par la loi APER. Celle-ci fixe aussi un cadre pour les installations photovoltaïques sur terres agricoles afin de préserver la souveraineté alimentaire. Le site d'implantation proposée dans ce projet a déjà fait l'objet d'une demande par une autre société d'installations photovoltaïques et a fait l'objet d'un avis défavorable du CAUE. Les Communes de la CCQB resteront attentives à une implantation respectueuse des espaces agricoles et des paysages du Quercy Blanc.
28/09/23	LEND/PER/28/09/23/AM	LENDON-EN-QUERCY	A 711	PRIVAT Olivier	Parcelle proposée en zone A proche du siège d'exploitation agricole. Demande de constructibilité pour une maison d'habitation pour son fils qui souhaite s'installer entre le 1er mars et le 1er avril 2024.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
06/10/23	LEND/REN/06/10/23	LENDON-EN-QUERCY	158 (préfixe) E 604	VAN HECKE Olivier	Demande de changement de destination (grange et grangette).	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
30/09/23	LEND/REN/30/09/23	LENDON-EN-QUERCY	F 560	VAYSSIERES Pascale	Indique que le changement de destination déposé en 2018 est bien identifié sur le règlement graphique mais non sur le dossier de présentation qui traite de ce sujet.	Avis favorable sous réserve que cela corrige effectivement une erreur matérielle du dossier.

05/10/23	LHOS/REN/05/10/23	LHOSPITALET	C 131-132-133 lieu-dit "Les Combettes"  C 155-156-157-158 lieu-dit "Camp Delfi"  C 77-78-79 lieu-dit "Roubert"  C 697, 698 lieu-dit "Les Bouvignes"	ANONYME  <i>indivision NODARIE ?</i>	Demande le passage de ces parcelles en zone constructible.	Avis défavorable : aucun réseau, zone naturelle, proximité de la zone Natura 2000.
15/09/23	LHOSPITALET/REN/15/09/2023	LHOSPITALET	A 1237 A 283 à 286 A 291 A 294 à 296 OAP "Croix Basse"	BOURBIGOT M. et Mme	Dénoncent l'importance de l'OAP avec 2 îlots de 24 à 34 lots (qu'ils aimeraient limiter à 24) inadaptés à l'environnement actuel et qui dénaturera le cœur du village avec de surcroît des investissements importants et la crainte de constituer une cité dortoir cadurcienne sans âme.	Avis favorable aux observations, suppression de l'îlot B, réduction de la zone AUc. L'OAP devra être revue en conséquence.
03/10/23	LHOS/PER/03/10/23/PM	LHOSPITALET	A 379 lieu-dit "Tous Vents"	COMBEBIAS Pierre	Demande la constructibilité de la parcelle classée A.	Avis défavorable : parcelle boisée, éloignée des zones urbanisées, entourée de parcelles cultivées.
03/10/23	LHOS/REN/03/10/23	LHOSPITALET	A 1237 A 283 à 286 A 291 A 294 à 296 OAP "Croix Basse"	COSTA Paul	Demande de réduire le projet d'aménagement de l'OAP sur le secteur "Croix Basse" qui projette 24 à 34 lots en 2 îlots.	Avis favorable aux observations, suppression de l'îlot B, réduction de la zone AUc. L'OAP devra être revue en conséquence.
22/09/23	LHOS/PER/22/09/23/AM	LHOSPITALET	B 700-702 lieu-dit "Pech Piggueral"	COURDESSES Stéphanie	Centre bourg de Granéjols. Demande de constructibilité des parcelles citées proposées en zone A et N du PLUi et au moins la parcelle 702 attenante à une zone Uc.	Avis défavorable : zone naturelle et agricole nécessaire à "l'aération" de l'entrée du bourg de Granéjols.
22/09/23	LHOS/PER/22/09/2023/PM	LHOSPITALET	A 208 lieu-dit "Pezet"  B 954	DAUDÉ Anne-Marie	2 points évoqués : Point 1 : demande de vérifier s'il est prévu des projets d'urbanisation dans le secteur de la parcelle concernée en raison des pollutions visuelles engendrées et autres nuisances.  Point 2 : demande de changement de destination envisagé à partir d'un pigeonnier au lieu-dit "Le Colombié" (pas d'identification de la parcelle) pour M. PARAYRE Jean-Philippe.	Pas d'urbanisation prévue dans le PLUi autour de la parcelle A208 (zone A).  Demande de changement de destination du pigeonnier parcelle B 954 : Ce bâtiment récemment cédé à Mr Parayre par la Commune, est identifié comme élément de patrimoine dans le PLUi. Compte-tenu que lors de la vente l'acquéreur n'a pas formulé de demande particulière et que le propriétaire n'est pas à l'origine de la demande, celle-ci est refusée.



14/09/23	LHOS/PERN/PER/14/09/23/PM	LHOSPITALET et PERN	A 1251 (LHOSPITALET)  A 244-245-246- 247 (PERN)	GUYE Thérèse et Patrick	<u>Pour Lhospitalet</u> : Problème résolu ; sa demande portant sur une modification d'un hangar pour réhabilitation et transformation en maison d'habitation pour location saisonnière ou gîte qui se situe en zone Uc, donc demander un permis de construire. <u>Pour PERN</u> : demande de constructibilité de parcelles. Après vérification, les parcelles 244 et pour partie 245 (zone AUc et N) sont constructibles et les parcelles 246 et 247 ne le sont pas (zone A).	<u>Pour Lhospitalet</u> : Zone Uc, le pétitionnaire devra déposer un PC ou une DP pour son projet.  <u>Pour PERN</u> : Ne nécessite pas de réponse, demande d'informations traitée lors de la permanence du commissaire-enquêteur.
14/09/23	LHOS/PER/14/09/23/PM	LHOSPITALET	B 139 74, chemin de Bardot	LUC Michel	Signale, pour les acheteurs potentiels, les nuisances sonores engendrées par l'activité parachutiste intense générée par les avions de largage à partir de l'aérodrome de Lalbenque et qui impactent Lhospitalet et en partie Flaugnac. Indique par ailleurs que les maisons avec des toits en terrasse ne rentrent pas dans le style architectural du Quercy Blanc.	Pas d'observation particulière. Pour ce qui concerne les toits plats, rien ne les interdit actuellement dans le RNU en dehors des secteurs de protection ABF.
14/09/23	LHOS/PER/14/09/23/PM	LHOSPITALET	B 1072 lieu-dit Montbru	MONTAGNE Nathalie et Philippe	Demande de constructibilité de leur parcelle prévue en zone A. Le dernier CU date de 2004. N'ont pu mener à terme leur projet de construction, l'objectif étant de vendre le terrain.  Pose la question de savoir également pourquoi leur parcelle de leur habitation est proposée en zone N.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
27/09/23	LHOS/PER/27/09/23/AM	LHOSPITALET	OAP "Croix Basse"	PAYSAN Julien	S'inquiète du projet d'OAP prévue à la "Croix Basse" en zone AUc au nord du village et de son ampleur avec 24 à 34 lots prévus. Pense que cette opération est destinée à du logement social avec location et qu'elle doit rester à taille humaine et au moins que les logements soient accessibles à la propriété.	Avis favorable aux observations, suppression de l'ilot B, réduction de la zone AUc. L'OAP devra être revue en conséquence.
14/09/23	LHOS/PER/14/09/23/PM	LHOSPITALET	A 425	PIECOURT Roland	Demande constructibilité parcelle 425 située en zone N. Réseaux à proximité. Séparé de la zone constructible par la D54.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
14/09/23	LHOS/PER/14/09/23/PM	LHOSPITALET	A 279 lieu-dit Pezet	PLAS Danielle	Demande de constructibilité de sa parcelle pour édifier un petit lotissement. Le terrain est situé à l'entrée nord du bourg à côté d'une zone AUc.	Avis défavorable : zone tampon entre l'entrée du bourg et la zone urbanisée.
14/09/23	LHOS/PER/14/09/23/AM	LHOSPITALET	A 391-1146- 1148	SCHLADERER-MOLINIE Francine	Renouvellement de la demande déposée sur le cahier de concertation du 14 mai 2020 : demande de changement de destination répertorié sur le PLUi, parcelle 1146.  Demande si possibilité de rendre constructibles les parcelles 391, 1148 et au moins la parcelle 391.  S'étonnent de la zone AUc prévue près secteur Ap et non près de leur terrain.	Changement de destination déjà acté pour la grange de la parcelle A 1146 (voir annexe 1 de la pièce 1.4 du projet de PLUi).  Avis défavorable pour la demande de constructibilité des parcelles 391 et 1148 : protection de l'entrée du bourg de Lhospitalet.
14/09/23	LHOS/PER/14/09/23/PM	LHOSPITALET	A 1045	TAISANT Odette	Concernait un problème de limite de séparation entre sa parcelle et la création d'un chemin piétonnier par la commune. Régulé sur place et en temps réel par la maire et l'intéressée (erreur de zonage du bureau d'étude).	Ne nécessite pas de commentaire : problème réglé sur place par la Maire et avec l'intéressée.
03/10/23	LHOS/PER/03/10/23/PM	LHOSPITALET	A 1237 A 283 à 286 A 291 A 294 à 296 OAP "Croix Basse"	VARNIER Cyril et Blandine	Demandent que l'on supprime l'ilot B de l'OAP "La Croix Basse" prévue sur la commune, correspondant à un endroit particulièrement végétalisé, qui comporterait 24 à 34 lots. Souhaiterait également que l'ilot A soit constitué de maisons individuelles homogènes sans rupture avec le type de maison actuelle sur la commune.	Avis favorable aux observations, suppression de l'ilot B, réduction de la zone AUc. L'OAP devra être revue en conséquence.
03/10/23	LHOS/PER/03/10/23/PM	LHOSPITALET	A 1292	VIDAL Hervé	Une partie de sa grande parcelle (6000m²) est classée Uc (4000m²) et l'autre N (2000m²). Souhaiterait obtenir une bande supplémentaire pour avoir un peu plus de marge de manœuvre. Dispose d'un double accès au terrain.	Avis favorable sous réserve d'approfondissement.

06/10/23	MONTC/PER/06/10/23/AM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	025 (préfixe) B 500-567-568-562-563	ABADY Tim et MORGAN Jill	Belmontet. Parcelles basculées en zone N. Permis de construire accordé pour 2 maisons : la maison d'habitation, non construite à ce jour et un pavillon construit. Demande de constructibilité.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
04/09/23	MONTC/PER/04/09/23/PM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	326 (préfixe) A 158-698-699 et éventuellement A 702 Valprionde lieu-dit "La Serre"	AMOUREUX Marine et Vincent (famille)	Travaillant et habitant actuellement hors du Lot, souhaite revenir au pays avec un projet de construction sur des parcelles classées en zone A sur le projet de PLUi. A noter l'appui par courrier des familles de "La Serre". Proposent de faire un échange de zonage avec les parcelles limitrophes des parents qui, sans rien demander et sans le souhaiter, se retrouvent en zone constructible sur 1 ha.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
14/09/23	MONTC/PER//14/09/23/AM MONTC/POS/06/10/23	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	166 (préfixe) D 153 lieu-dit "Mini"	AMSTERDAMSKI Elisabeth	Parcelle à vérifier. Pose 2 requêtes :  La 1ère sur le changement de destination de sa grange attenante à son habitation principale pour son usage personnel (bibliothèque).  La 2ème consiste à une demande de classement comme élément du patrimoine du chemin de la fontaine du Souleilla, bordé de pierre sèches, qui effectue une boucle de Mini à Lebreil et le classement de la fontaine.	1ère requête : Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.  2ème requête : classement en éléments patrimoniaux du chemin et de la fontaine à étudier.
18/09/23	MONTC/PER/18/09/23/AM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	L 16-17	ANDRIEU Patrick	Parcelles en zone N qui touchent les zones constructibles. Le maire de la commune ne voyait pas d'objections à un classement en zone constructible. A l'intention de faire 1 lot sur chaque parcelle qui seraient vendables immédiatement. Accès et réseaux sur place.	Avis défavorable : parcelles à laisser en zone N. Les dispositions réglementaires n'incitent pas à donner satisfaction au pétitionnaire.
03/10/23	MONTC/POS/03/10/23	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	025 (préfixe) D 207	BARRES Roland	Demande le changement de destination d'une grange.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
26/09/23	MONTC/POS/26/09/23	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	166 (préfixe) C 70	BATAILLE Nadine	Demande le changement de destination d'un bâtiment agricole.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
06/10/23	MONTC/PER/06/10/23/PM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	326 (préfixe) A 700-697-695-693 lieu-dit "La Serre"	BAUDELET Michel	S'inquiète de savoir si les parcelles riveraines du secteur Ub sont constructibles.	Les parcelles bâties restent en zone Ub. Les autres restent en zones A et N.
04/09/23	MONTC/POS/04/09/23	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	L 927 lieu-dit "Cuquel"	BLEY Lucien	Demande le classement de la parcelle en zone Uc	Une petite partie de la parcelle est déjà en zone Uc. Le reste doit rester en zone A et le Sud est en zone PPRI.

18/09/23	MONTC/PER/18/09/23/AM	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	025 (préfixe) A 69-70	BLOCKLEY David	Commune de Belmontet. Les 2 parcelles sont proposées en zone N. Réside sur parcelle 69. Envisage une piscine et une terrasse. Sur la parcelle 70, projet de réhabilitation d'une maison ancienne accolée à une grange.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
26/09/23	MONTC/MAIL/26/09/2023	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	166 (préfixe) B 304	BOIVIN Jean-Luc	Contribution similaire à celle de Mme BOVIN Marie (même adresse : 312, chemin de Gautier Lebreil/ Montcuq, qui porte uniquement sur la commune. Demande en sus un 2ème changement de destination pour un séchoir à tabac (le 1er étant accordé pour une grange).	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
03/10/23	MONTC/REN/03/10/23 MONTC/POS/06/10/23	MONTCUQ-EN- QUERCY-BLANC	166 (préfixe) B 177-178	BOIVIN Jean-Luc POUR LES HABITANTS DU CHEMIN DE GAUTIER	La correspondance est le résultat d'une démarche collective regroupant 32 personnes. Concerne l'OAP sur "Le Breil-Gautier" dont le refus d'implantation a déjà été signalé par d'autres riverains. Les arguments développés et circonstanciés portent sur la préservation du cadre de vie, la topographie de la parcelle qui ne se prête pas à ce type d'opération d'aménagement, l'opposition à l'artificialisation des sols et l'avis négatif des services de l'Etat. A déposé le même demande le 04/10/23 à 12h18.	Avis favorable : suppression de la zone AUc.
06/10/23	MONTC/PER/06/10/23/AM	MONTCUQ-EN- QUERCY-BLANC	propriétaire de 46 parcelles	DARLES Janine	Venue pour vérifier si ses parcelles sont maintenues en zone agricole.	Ne nécessite pas de commentaire particulier.
13/09/23	MONT/REN/13/09/23	MONTCUQ-EN- QUERCY-BLANC	G 719 chemin des Grèzes	DAUZAT Gabriel	Demande de changement de destination sur les bâtiments agricoles dans le cadre de son projet d'aménagement de ses locaux d'exploitation. Envisage accueillir des stagiaires et faire de l'agrotourisme sur la ferme et une partie des bâtiments.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
04/09/23	MONTC/PER/04/09/23/AM MONTC/MAIL/10/09/23/ et du 11/09/23	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	166 (préfixe) B 177-178 Lebreil 1026 chemin de Gautier	DE Lassus Sandrine, accompagnée par 3 autres personnes	S'inquiète de savoir si les parcelles B 177 et B178 appartenant à la commune et riveraines de leur habitation principale sont susceptibles d'être construites. Après vérification il s'avère qu'une OAP est effectivement prévue sur ces terrains. Les intéressés seront amenés à faire valoir leur droit auprès du porteur de projet en liaison avec la trentaine de riverains opposés au projet. Visite complétée par 2 mails, avec un courrier ou des pièces non joints, relatif au projet d'urbanisation de la parcelle section B n° 178.	Avis favorable : suppression de la zone AUc.
13/09/23	MONTC/MAIL/12/09/23	MONTCUQ-EN- QUERCY-BLANC	K 327	DELBES Marie France, Céline et Julien	Demande constructibilité de la parcelle 327 (renouvellement courrier du 26/08/2022) attenante de chaque côté à une parcelle constructible et à la route nationale. Desservie par un chemin communal.	Avis défavorable : parcelles à laisser en zone A, impactées lors des dernières inondations.
06/10/23	MONTC/PER/06/10/23/AM	MONTCUQ-EN- QUERCY-BLANC	E 418 ou 419	DELMAS Jérôme	Entrepreneur de travaux publics dont la parcelle est en zone A. Souhaite un agrandissement dans le cadre du développement de son activité et disposer d'un hangar pour stocker son matériel et ses engins. Anciens bâtiments agricoles déjà présents. Les bâtiments existants sont en zone Uc, en revanche la parcelle 418 n'est pas en zone constructible. Demande si l'on peut décaler le trait de zonage sur une bande de 20 m de large et de 40 m de long pour réaliser son projet.	Parcelles introuvables sur Montcuq, l'entreprise de M. DELMAS est basée sur St Daunès (Barguelonne) : erreur de Commune ?

02/10/23	MONTC/POS/02/10/23 MONTC/PER/06/10/23/PM	MONTCUQ-EN- QUERCY-BLANC	166 (préfixe) B 2-3	DEMJanow Tatiana	Demande un changement de destination pour une grange, non identifiée sur le zonage.	Avis défavorable : le bien se trouve en zone inondable.
04/09/23	MONTC/PER/04/09/23/PM	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	C 996-997-1001 lotissement La Place du Sol 369 chemin de Fontilles	DESMARETS Maaike et son mari DEBAERE André	Demande le maintien de la constructibilité des terrains, actuellement en zone Ub du PLU de la commune qui est proposé en zone N dans le projet de PLUi	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
14/09/23	MONTC/PER//14/09/23/AM	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	025 (préfixe) D 1059 et alentours Lieu-dit Faurat	EVANS BOITEN Joanne	Commune de Belmontet. Restauration de 2 ruines, l'une pour un atelier (zone N) l'autre pour une maison écologique à un étage (zone A). Après vérification auprès du service urbanisme, requête non recevable car les parcelles ne sont pas cadastrées (ruines). Pour l'atelier possibilité d'une annexe à la maison d'habitation située sur la parcelle D 1059.	Les ruines ne sont pas cadastrées. 1ère requête non recevable : pas de changement de destination possible à partir de ruines en zone N.  Les annexes et extensions des habitations existantes sont autorisées en zone N sous conditions.
08/09/23	MONT/PER/08/09/23/PM	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	326 (préfixe) E 468-469-467 lieu-dit "Longagne"	FOS - KEZEL Martine et Bernard	Sollicite le classement des parcelles 468 et 469 et éventuellement 467 actuellement en zone N et Nc en zone constructible en vue de déposer une demande de permis de construire. Ces terrains sont en lisière d'une zone Ub.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
04/09/23	MONTC/MAIL/04/09/23 et MONTC/PER/18/09/23/AM	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	261 (préfixe) A 619	FOURNIER-SABATIER Valérie	La pétitionnaire a déposé 2 requêtes : une demande de changement de destination à usage d'habitation sur une grange située 482 chemin de Pisserate (parcelle A 619) et dans le cadre du STECAL identifié sur le projet de PLUi au 1849 chemin de Chemin de Couvinens en habitat léger de loisir pour installer une Tiny House, pose la question de savoir, parce qu'elle n'a pas le statut d'agriculteur, si le classement en STECAL ne doit pas être transformé en zone UI de loisir	En zone N. Pour le changement de destination de la grange sur A619 : Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.  Concernant la demande de STECAL : les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
18/09/23	MONT/PER/18/09/23/AM	MONTCUQ-EN- QUERCY-BLANC		FRESQUET Gérard	L'intéressé intervient en qualité d'architecte honoraire. Présentation sur ordinateur d'un mémo sur Montcuq et remise d'un dossier papier sur le sujet. Déploire l'absence de vraie concertation sur le projet, procède à une analyse du territoire de la commune, rappelle les enjeux de l'urbanisme au 21ème siècle, et stigmatise le bâti proposé qui est injustifié au cœur d'un territoire agricole et naturel. En conclusion, le projet ressemble plus à un POS distribuant des terrains à construire qu'un PLU projetant un véritable devenir pour le territoire. Estime que le bureau d'études a commis une grave erreur en n'ayant pas su mettre le projet à la juste échelle de réflexion.	Pas de commentaire particulier.

10/09/23	<p>MONTC-PORTE-BARG/MAIL/REN/10/09/23</p> <p>MONTC-PORTE-BARG/PER/06/10/23/AM</p>	<p>MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC</p> <p>PORTE-DU-QUERCY</p> <p>BARGUELONNE-EN-QUERCY</p>	Planches 10 et 11	FROIDURE Bruno	<p>Intervient en tant que propriétaire à Montcuq et Porte du Quercy et comme gérant statutaire du groupement foncier rural (GFR) du "Trépadou" qui possède des immeubles bâtis et non bâtis à usage agricole et forestier à Montcuq, Porte du Quercy et Barguelonne. <u>Sur le zonage</u>, les abords immédiats au lieu-dit "Trépadou" sont classés Ap : cette zone n'est pas agricole et doit être classée N, voire Np. (espace pentu, boisé servant de protection visuelle comprenant de vieux chênes jamais exploités en plein dépérissement). Sur le règlement, plusieurs observations : le zonage ne correspond pas à la réalité car les immeubles à vocation agricole sont loués à un fermier (M. Planque Bastien) et immeubles à vocation forestière font l'objet d'un plan simple de gestion forestière agréé par le centre régional de la propriété forestière (CRPF). De ce fait, les planches 10 et 11 du zonage ne correspondent pas complètement avec cette distinction. Ne retrouve pas les conditions d'autorisation "sous conditions" des exploitations agricoles en zone A et en zone N. Estime inacceptable que l'exploitation forestière soit autorisée sous conditions en zone naturelle et interdite en zone agricole par rapport aux obligations du GFR. Les dispositions du zonage du règlement est source de conflits ultérieurs, RDV pris avec le commissaire enquêteur le 06/10/2023 à Montcuq.</p>	<p>Ne concernent pas Barguelonne-en-Quercy, les remarques sur le zonage portent sur des parcelles situées à Montcuq.</p> <p>Demande complexe qui nécessite d'étudier le zonage au cas par cas.</p>
06/10/23	MONTC/PER/06/10/23/AM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	166 (préfixe) A 303-304-307	GARDES Gérard	<p>Demande de constructibilité des parcelles basculées en zone A et N. Réseaux et voirie sur place.</p>	<p>Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.</p>
18/09/23	MONTC/PER//18/09/23/AM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	025 (préfixe) C 615-616-617-622	GERDOLLE Philippe	<p>Commune de Belmontet. Demande de constructibilité d'une partie des parcelles concernées situées en zone N en vue de leur vente. Présence e constructions proches. Ensuite, vérification de savoir si parcelle 845 est située en zone humide (contre).</p>	<p>Avis défavorable : parcelles à laisser en zone N. Les dispositions réglementaires n'incitent pas à donner satisfaction au pétitionnaire.</p>
04/09/23	MONT/PER/04/09/23/PM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	Valprionde 326 (préfixe) A 219 lieu-dit "Paillas"	GUYE Patrick	<p>L'intéressé souhaite le classement de sa parcelle, située en zone A, en zone constructible afin que son fils et sa famille puissent y édifier une maison. Le terrain bénéficie de l'ensemble des dessertes, est entouré par un chemin rural, longe la CD 102 et est situé en bordure au centre de constructions existantes.</p>	<p>Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.</p>
27/09/23	<p>MONTC/PER/27/09/23/PM</p> <p>MONTC/POS/27/09/23</p>	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	<p>166 B 37-313</p> <p>000 H 857-858 lieu-dit "Mas Labrugade"</p>	JEUNE Déborah	<p>2 demandes. Un changement de destination (grange) sur la parcelle 858 située en zone A non identifiée sur le zonage pour l'accueil de groupes. Un projet d'installation d'habitations légères de loisirs sur la parcelle 857 située en zone A. Pas de réponse de la commune au mail du 9/02/2022 sur le dernier point.</p>	<p>Pour le changement de destination de la grange sur H858 : Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine .</p> <p>Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.</p> <p>Concernant la demande de STECAL : Les demandes traitant de la création d'un STECAL seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.</p>

04/09/23	MONTC/PER/04/09/23/AM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	261 (préfixe) C 828 Sainte-Croix Lieu-dit "Lastours"	LACOMBE Simon et sa fille Séverine	Exprime son désaccord, en vue d'un projet de construction par un tiers, sur le changement de destination de la parcelle 828, actuellement constructible avec le PLU (zone 1AUa) et proposé non constructible sur le projet de PLUi (zone A). Parcelle enclavée entre deux autres terrains urbanisés et raccordés aux réseaux d'eau et d'électricité qui ne peut être maintenue en production agricole (proximité des habitations, conflits de voisinage, nuisances, non-conformité des engagements avec la PAC). Certificat d'urbanisme réalisable délivré le 19 septembre 2022 faisant l'objet d'un sursis à statuer. Demande de reconsidérer la décision de la CCQB.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
05/10/23	MONTC/REN/05/10/23	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	K 52	LACOMBE Théo	Demande que sa parcelle reste constructible (proposée en zone N du PLUi). Agé de 22 ans, a acheté ce terrain récemment en 2021 au prix de 35,850 € en vue de construire avec un prêt bancaire sur 25 ans. A reçu un accord de permis de construire expirant le 29/03/2024. Exprime son désarroi face à cette situation. Le zonage actuel (Au) comprend des parcelles déjà pour partie bâties (3 lots sur 6 construits). Souhaite un peu de temps devant lui pour construire d'ici 2024 ou à défaut, faute de moyens, pouvoir vendre le terrain identifié constructible.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
20/09/23	MONTC/POS/20/09/23	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC		LAFARGUE Daniel et Aline	Formulent des souhaits pour que les PLUi puissent se dérouler dans l'intérêt de tous et de chacun.	Ne nécessite pas de commentaire particulier.
27/09/23	MONTC/PER/27/09/23/PM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	261 (préfixe) B 447-261	LAGARD Francis	Demandent de vérifier si la parcelle 447 est toujours constructible pour la construction de 3 habitations.	Parcelle 447 est présentée en zone AUc au projet de PLUi.
22/09/23	MONTC/PER/22/09/23/PM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	H 1307-1308- 1236	LAGARDE Bruno et Jacqueline	Leurs parcelles où ils résident sont situées en zone Ub du PLU. Font savoir que le secteur s'est progressivement transformé en zone d'activités artisanales avec notamment la présence d'une entreprise de matériaux de construction qui se développe. Un hangar de 8m de haut avec photovoltaïque sur un toit en pente est facteur de gêne visuelle. La zone de l'ancien stade a été vendue à des artisans pour installer leur activité. Le zonage actuel est proposé en secteur Ux ce qui fait dire aux intéressés que leur habitation et celles de leurs voisins constituent une enclave résidentielle qui mutera en zone d'activité de la commune, avec un calibrage des accès routiers insuffisants.	Les parcelles des demandeurs et de leurs voisins sont en pleine zone Uc. La zone Ux à vocation économique ne constitue qu'une petite surface en marge de la Uc.
06/10/23	MONTC/PER/06/10/23/AM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	B 496-494-449- 299	LAGARDE Maxime	Plusieurs demandes : 1) constructibilité de la parcelle 299 classée N. 2) changements de destination sur la parcelle 494 et 496 consistant en un bâtiment de stockage et sur la parcelle 449. 3) demande de changement de destination sur la parcelle 449 consistant à un séchoir à tabac	1) Avis défavorable : parcelles à laisser en zone N. Les dispositions réglementaires n'incitent pas à donner satisfaction au pétitionnaire. 2) Avis défavorable pour le changement de destination du bâtiment de stockage sur les parcelles 494-496. 3) Demande de changement de destination du séchoir à tabac sur la 449: Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
18/09/23	MONTC/PER/18/09/23/PM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	K 938	LAPEZE Jean- Christophe	Une partie de la parcelle est devenue inconstructible. Demande de reclasser cette parcelle située en bordure de route pour revenir à la règle du PLU pour une superficie de 1230 m².	Avis défavorable : parcelle à laisser en zone A. Les dispositions réglementaires n'incitent pas à donner satisfaction au pétitionnaire.

04/09/23	MONTC/POS/30/08/23 et MONTC/PER/08/09/23/PM	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	G 706 -705 lieu-dit "Bonal"	LAPEZE-FILIPAK Isabelle	Sollicite un changement de destination en perspective d'un réaménagement potentiel en maison d'habitation d'une grange (parcelle 706) et d'un pigeonnier avec ses dépendances (parcelle 705). A complété son courrier avec une entrevue à la permanence de Lendou le 08/09/23 en précisant qu'elle envisage de créer une SCI avec ses enfants pour préparer la succession familiale. Le changement de destination n'est pas recensé sur le projet de zonage. Demande d'engagement pour concrétiser l'opération à court terme.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
19/09/23	MONTC/MAILS/19/09/23	MONTCUQ-EN- QUERCY-BLANC	166 (préfixe) B 178	LAROCHE Henriette et Bruno	S'oppose au projet de PLUi visant à transformer la parcelle 178 en zone constructible AUC située en face de la maison de l'intéressée	Avis favorable : suppression de la zone AUC.
04/09/23	MONTC/PER/04/09/23/PM	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	K 997-999-1000- 1007 lieu-dit "Rigue Rouge"	MONTAGNAC Francis	Demande la réintégration des parcelles concernée en zone constructible comme actuellement dans le PLU de la commune. L'intéressé a réalisé un lotissement de 5 lots (lotissement Montagnac) avec les accès routiers, l'électricité, l'eau et la fibre. 3 terrains sont vendus et bâtis, 1 en cours de vente sous sous-seing privé de juin 2023 et sous réserve de certificat d'urbanisme du PLU et 1 est à la vente. Somme investie : 6000 € par terrain	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
20/09/23	MONTC/ POS//20/09/23	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	166 (préfixe) B 177-178	NOWICKI Michael et TOUSIGNANT Eveline	Les intervenants demandent l'abandon de l'OAP prévue sur le site de Lebreil-Gautier à Montcuq situé en zone AUC.	Avis favorable : suppression de la zone AUC.
18/09/23	MONTC/PER/18/09/23/PM	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	025 (préfixe) A 498-499-604- 605-606-607	PLANQUE Philippe	Commune de Belmontet. Les parcelles concernées sont proposées en zone A. Souhaite un projet de construction et déposé un certificat d'urbanisme reçu en mairie le 11/04/2023 valable 18 mois, après vérification auprès du service d'urbanisme. Opération possible en déposant une demande de permis de construire et si les dessertes sont présentes. Demande aussi un changement de destination sur parcelles en zone (604, 605, 606 et 607 correspondant à un bâtiment en pierre et une ancienne salle de traite plus moderne).	Demande de constructibilité : Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.  Demande de changement de destination : Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
25/09/23	MONTC/POS/25/09/23	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	166 (préfixe) B 177-178	PROUST Eric et Martine	Dénoncent le projet de lotissement sur l'OAP prévue sur le secteur qui a été victime de graves épisodes météorologiques en juin dernier entraînant des désordres sur les maisons et les accès.	Avis favorable : suppression de la zone AUC.
18/09/23	MONTC/PER/18/09/23/AM	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	326 (préfixe) A 771-772 lieu-dit "La Serre"	SARRUT Damien	Commune de Valprionde. En tant que paysagiste, veut construire, dans le cadre du développement de son activité, un hangar avec toiture photovoltaïque. Est venu pour marquer son accord avec le zonage proposé en zone Ub.	Ne nécessite pas de commentaire particulier.
25/09/23	MONTC/POS/25/09/23	MONTCUQ-EN QUERCY-BLANC	166 (préfixe) B 177-178	SEVILLIA Frédéric	Contestent le classement en zone constructible AUC avec une OAP du secteur "Le Breil-Gautier" située en pleine nature et éloignée du bourg de Montcuq.	Avis favorable : suppression de la zone AUC.
03/10/23	MONTC/POS/03/10/23	MONTCUQ-EN- QUERCY-BLANC	025 (préfixe) B 604	SOUQUES Bernard	Demande le changement de destination de sa grange.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.

03/10/23	MONTC/POS/03/10/23	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	025 (Préfixe) B 200	SOUQUES Michel	Demande le changement de destination de sa grange.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
13/09/23	MONTC/POS/13/09/23	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	K 328-329	VERDIER Jean-Luc	Demande d'urbanisation des 2 parcelles situées sur la route du lac jouxtant une zone urbanisée issues d'un arrangement familial à transmettre aux enfants.	Avis défavorable : parcelles à laisser en zone A, impactées lors des dernières inondations.
18/09/23	MONTC/PER/18/09/23/AM	MONTCUQ-EN-QUERCY-BLANC	K 994, 990, 992, 318, 319,664, 323,324,325, 331,353,349 lieu-dit "Saint-Jean" "Lagougne"	VERDIER Jocelyn	Parcelles proposées en zone A du PLUi situées près d'une zone urbanisée. Demande de constructibilité.	Avis défavorable : parcelles à laisser en zone N ou A. Les dispositions réglementaires n'incitent pas à donner satisfaction au pétitionnaire.
11/09/23	MONTL/REN/11/09/23	MONTLAUZUN	D 391 lieu-dit "Laumède"	CESCON Fortuné	A déposé 2 fois la même contribution le même jour. Propriétaire d'une maison et garage sur la parcelle 391. Indique que la zone Ap arrive au seuil de son habitation et est susceptible de nuire à la construction d'une petite terrasse à l'avenir.	Avis favorable.
18/09/23	MONTL/PER/18/09/23/PM	MONTLAUZUN	D 248-249-419-424-422-421-418-260-392	CHANUT Sabine et Sylvie	Ces parcelles sont proposée en zone Ap. Le hameau de Laumède est délimité par 3 zones Ap qui arrivent au ras des maisons et de la zone constructible. Il est indiqué qu'il n'existe aucun élément remarquable, pas de valeur paysagère particulière (on y retrouve les assainissements, les jardins, une piscine, des talus et des terrains en pente) ou patrimoniale (un seul pigeonnier situé en zone U) pour justifier ce classement et cet encerclement. Demandent donc le reclassement en simple zone A. Par ailleurs les parcelles 248 et 249 sont proposées en Ac alors que ces terrains correspondent à des bosquets qui servaient de dépotoirs. Demande de reclassement en A.	Avis favorable sous réserve que cela corrige effectivement une erreur matérielle du dossier.
03/10/23	MONTL/REN/03/10/23	MONTLAUZUN	D 390-335	GORIS Anouk	Demande le classement de ses parcelle en totalité en zone constructible pour édifier une piscine et un petit cabanon.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
15/09/23	MONTL/REN/15/09/23	MONTLAUZUN	C 302, 339 340 lieu-dit "Le Château"  C 377 à la Paillole	LAPEZE Alain	Le maire de la commune dénonce la zone Ap à Laumède qui est sans objet, le refus de la DDT sur les parcelles 302,339, 340 à proximité du Château, le refus de la zone AU sur la parcelle 377 à Paillol, en précisant que le rythme de construction à ce jour était d'une maison par an et que le projet bloque les possibilités de construire.	Précision pour La Paillole : zone 2AU et non AU, concerne aussi pour partie les parcelles C326-389-434. Pour les parcelles 302-339-340 : section cadastrale à confirmer, parcelles non contiguës. Il est difficile de proposer des zones urbanisables sur une Commune aussi sensible que Montlauzun en termes de paysage et de patrimoine. L'opposition de la DDT sur la zone AU ne signifie pas qu'elle va obligatoirement disparaître.



18/09/23	MONTL/PER/18/09/23/PM	MONTLAUZUN	D 375-377 lieu-dit "Les Salles"	SAINT-PIERRE Jean-Louis	Le pétitionnaire est agriculteur et entrepreneur dans le BTP et envisage de cesser progressivement son activité. Souhaite sur parcelle 377 (zone A) transformer en partie les bâtiments en logements touristiques (100m <sup>2</sup> de surface) avec photovoltaïque sur toiture. Parcelle 375 (zone A) demande de changement de destination (à vérifier) pour rénovation d'un hangar.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
18/09/23	MONTL/PER/18/09/23/PM	MONTLAUZUN	C 40 lieu-dit "La Cavette"	SAINT-ROMA Nicole	Souhaite construire en zone AUC du PLUi un petit lotissement. S'est rendue à la permanence pour vérifier que ce classement n'est pas remis en cause. Après vérification ce zonage est bien identifié dans le projet de PLUi pour faire l'objet d'une OAP.	Ne nécessite pas de commentaire particulier.
27/09/23	PERN/PER/27/09/23/AM	PERN	C 1051-1053- 1055-599-597- 592-585	ALBERT Bruno et SOMEIL Isabelle	Portent plusieurs projets pour des activités de maraîchages, fruitières et d'élevage viticoles et pour la création de gîtes insolites. Pour ces derniers (parcelle 599), demande de classement en zone NI. Sur parcelle 1051 pour l'élevage avicole et l'installation d'une maison d'habitation, demande de zonage souhaité en zone A et urbanisable.	Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière. Pour le classement en zone A de la parcelle C1051 : Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
27/09/23	PERN/PER/27/09/23/AM	PERN	B 835	CAMBE Marie-Annick	A déjà déposé un dossier sur la création d'hébergements de loisirs (lieu d'accueil et d'éducation à l'environnement autour d'hébergements légers) limités à quelques tentes qui a été revu à la baisse par rapport au projet initial. Projet identifié en NI sur le zonage graphique.	Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI sont étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière. Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
04/09/23	PERN/PER/04/09/23/AM	PERN	C 197-198-206	DE NARDI Françoise	Demande à expertiser par le porteur de projet la constructibilité des 50 parcelles dont elle est propriétaire afin d'envisager une revente pour financer les travaux de rénovation d'une maison d'habitation et d'une grange pour une mise en location saisonnière ou à l'année (parcelles C 197, 198 et 206). L'intéressé a créé à cet effet une SCI (Adriana) pour transmission de ses biens à sa fille.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.

27/09/23	PERN/PER/27/09/23/AM	PERN	D 172 lieu-dit "Ventaillac"	HENRAS Claude	Un permis de construire a été délivré le 22/03/2023 pour la construction d'une maison à usage d'habitation. Demande de revoir le trait du zonage de sa parcelle proposée en zone A pour qu'une partie reste constructible afin de disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour des travaux d'extension futurs.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
27/09/23	PERN/PER/27/09/23/AM	PERN	E 853-854-864-1305	JEAN Christophe et Isabelle	Projet d'implantation d'hébergements insolites qui portent sur les 4 parcelles. Les parcelles 854, 856 et 1305 sont en NI, sauf parcelle 853. Demandent le classement de cette parcelle en NI pour concrétiser leur projet ou éventuellement la possibilité de constituer un STECAL.	Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
27/09/23	PERN/PER/27/09/23/AM	PERN	E 195-200-1395-529, lieu-dit "Le Poujal"	MALMON Paul	Demande un changement de destination pour une grange sur la parcelle E 200 identifiée sur le plan de zonage et pour 2 séchoirs à tabac répartis sur les parcelles 195, 1395 et 529.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
22/09/23	PERN/ PER/22/09/23/PM	PERN	E 376	MAURY Patrice	Demande confirmation de la constructibilité de sa parcelle.	Déjà mentionné au projet de PLUi : passage partiel de la parcelle E376 en zone Uc, la majorité reste en zone N.
02/10/23	PERN/MAIL/02/10/23	PERN	F 1033	MONELLS Flora	Souhaite transformer une grange en maison d'habitation. Il s'agit vraisemblablement d'un changement de destination qui n'est pas identifié sur le zonage graphique (à vérifier : pas de plan transmis)	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
27/09/23	PERN/PER/27/09/23/AM	PERN	C 93-97 lieu-dit "l'Etang"	MOUCHET Jean-Marc	La parcelle 97 est constructible (zone AUc) où une OAP est prévue. La parcelle 93 est en zone N. Demande le même zonage pour les 2 parcelles en zone constructible.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
27/09/23	PERN/PER/27/09/23/AM	PERN	E 434-435	PECOUL Claudine	La parcelle 434 est proposée en zone N avec une petite bande de terrain en zone U. La parcelle 435 est située en zone U. Demande la réintégration de la parcelle 434 dans sa totalité en zone U avec objectif de vente de ces terrains.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
27/09/23	PERN/PER/27/09/23/AM	PERN	A 79-84-103	ROTHAN Rémy	Terrains constitués de bois taillés. Les 2 premières sont en zone A et la restante en zone N. Demande de constructibilité.	Avis défavorable. Voir commentaires du commissaire enquêteur

27/09/23	PERN/PER/27/09/23/AM	PERN	D 37 lieu-dit "La Lauze"	TEULIERES Monique	1) Parcelle proposée en zone N. Demande de constructibilité. 2) 2 changements de destination sont identifiés sur la parcelle D 36.	1) Parcelle D37 (14110 m²) : Les dispositions réglementaires n'incitent pas à donner satisfaction à l'intéressée. La demande de constructibilité pourrait remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi ne seraient respectés. 2) Changement de destination sur D36 : Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
06/10/23	PORTE/REN/06/10/23	PORTE- DU- QUERCY	autour du bourg de Saint-Matré (voir extrait de zonage du PLUi fourni)	ANONYME	Indique que le classement de parcelles en zone N n'est pas justifié en raison de la présence des dessertes et des infrastructures et de l'absence de pression agricole. A reconsidérer en zone U.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
17/09/23	PORTE/REN/17/09/23	PORTE-DU- QUERCY		ANONYME	L'anonyme s'oppose à l'implantation de la centrale photovoltaïque à Porte du Quercy et Saux.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Pour rappel, l'Etat demande aux Communes de proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés. Les Communes de la CCQB resteront attentives à une implantation respectueuse des espaces agricoles et des paysages du Quercy Blanc.
14/09/23	PORTE/PER/14/09/23/AM	PORTE-DU- QUERCY	099 (préfixe) B 436-437-438- 439	ARNAUDET Denise et Hubert	Commune de Fargues. Demande constructibilité des parcelles précitées, situées en zone A qui entourent une ferme d'origine familiale actuellement exploitée par un agriculteur. Réseaux proches. Problèmes de succession de famille qui bloquent leur démarche. S'étonnent de la présence d'une maison bâtie sur la parcelle voisine. Demandent si on peut envisager une issue favorable à terme. Certificat d'urbanisme de juin 2020.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
14/09/23	PORTE/PER/14/09/23/AM	PORTE-DU- QUERCY	G 514	BESSIERES Christian	Intervient pour 2 dossiers : Le 1er pour évoquer la situation d'un de ses administrés qui n'habite pas dans la commune et qui désire vendre en tenant compte d'un début de construction qui remonte à 15 ans. Plusieurs acheteurs se sont présentés. Parcelle située en zone non constructible, le bureau d'étude ayant refusé la constructibilité du terrain. Le 2ème pour regretter également que le bureau d'études et le SCoT limitent l'extension économique de la commune aux 2 bourgs de Montcuq et Castelnau. Il demande la création d'une zone Ux1 pour accueillir une entreprise ou 2.	Demandes complexes qui nécessitent à un approfondissement ultérieur : il s'agit de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que le PADD comme les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés.
12/09/23	PORTE/POS/12/09/23 et PORTE/PER/14/09/23/AM	PORTE-DU- QUERCY	099 (préfixe) D 742-659 Village de Bovila	CORDONNIER -GORTS Marie et Jean-François	Fargues. Souhaitent un changement d'affectation de zonage pour l'édification d'une maison écologique à basse énergie sur le terrain (parcelle 742) situé en zone N. La bergerie sur la parcelle 659 aménagée en maison d'été s'avère trop petite et inconfortable pour une installation définitive (enfants scolarisés à Montcuq).	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.

04/09/23	PORTE/RP/04/09/23 et PORTE/RP/18/09/23	PORTE-DU- QUERCY	Le Boulvé  G 544-762 lieu- dit La Garrigue  G475 lieu-dit Le Banudel	DE ROO Marcel	Demande de changement de destination pour transformer des bâtiments à usage agricole en bâtiment d'habitation. A demandé un devis pour prendre rang.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas de ruines. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
14/09/23	PORTE/PER/14/09/23/AM	PORTE-DU- QUERCY	B 475	DELFAU Gilles	Le Boulvé. Parcelle située dans le bourg en zone N. Était constructible dans le PLU. Les réseaux d'accès passent en façade.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
03/10/23	PORTE/REN/03/10/23	PORTE-DU- QUERCY	099 (préfixe) A 335	DUBERNET IMMOBILIER (pour le compte de M. DE MONTPEZAT)	Changement de destination identifié. Les travaux commencés n'ont pas fait l'objet d'un transfert de propriété du permis. Demande pour la régularisation de la maison d'habitation et son extension si le changement de destination permet le dépôt du permis.	Demande complexe qui nécessite d'étudier le dossier avec le service instructeur ADS.
14/09/23	PORTE/PER/14/09/23/AM	PORTE-DU- QUERCY	B 388-389 C 780	GEROLAMI Henri	Le Boulvé. Demande de constructibilité pour 2 petites maisons d'habitation (25 à 30 m²) situées en zone A et une maison de même type sur la parcelle 228 (ou 780 ?)	Le demandeur n'est pas propriétaire d'une parcelle 228, il doit donc s'agir de la C 780 qui figure dans son relevé de propriété. Les dispositions règlementaires n'incitent pas à donner satisfaction à l'intéressé. A étudier sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés.
14/09/23	PORTE/PER/14/09/23/AM	PORTE-DU- QUERCY	099 (préfixe) C 309	GYSELS Rodrigue	Représenté par sa mère, Béatrice, Demande de constructibilité de la parcelle précitée située en zone N (forestière). Le terrain est plat à l'inverse des autres parcelles autour dont il est propriétaire.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
14/09/23	PORTE/PER/14/09/23/AM	PORTE-DU- QUERCY	E287-615-617- 630	LALANNE Marc	Le Boulvé. Intervient en qualité d'architecte sur le projet d'extension de l'entreprise Caumon Grillage en voie de développement au sein des parcelles UX et U. Le projet permettra notamment les livraisons directes des produits en circuit interne sans transiter par la route.	Parcelles voisines de la propriété CAUMON Grillages appartenant à la Commune du Boulvé (sauf parcelle 630 éloignée > erreur de référence ?). Confirmation que la zone Ux (urbaine à vocation économique) a bien été étendue aux parcelles 615 et 617 mais la 287 reste en zone Ua.
27/09/23	PORTE/PER/27/09/23/PM  PORTE/REN/06/10/23	PORTE-DU- QUERCY	A 370	LEMERCIER Jean- François	Le Boulvé. Changement de destination (grange, zoneN) enregistré sur le PLU mais non reconduit sur le PLUi. Demande les raisons de de cette situation.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
06/10/23	PORTE/PER/06/10/23/PM	PORTE- DU- QUERCY	E 259-260	LUCAS Romain	La parcelle 259 est classée en zone N et la parcelle 260 en zone A. Gère un centre équestre et souhaite créer un habitat léger de loisir sur les 2 terrains, uniquement sur leur partie haute car le bas est inondable.	Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
06/10/23	PORTE/MAIL/06/10/23	PORTE- DU- QUERCY	Sérignac	MCM SLOAN Mary et PREWET Christopher	Ce couple d'artiste qui réside à Sérignac également près du Boulvé se prononce contre l'introduction d'installations photovoltaïques.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Pour rappel, l'Etat demande aux Communes de proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés. Les Communes de la CCQB resteront attentives à une implantation respectueuse des espaces agricoles et des paysages du Quercy Blanc.

18/09/23	PORTE/PER/18/09/23/AM	PORTE-DU-QUERCY		ROUX Josette et Jean-Paul	Commune de Saint-Matré. S'inquiètent d'un projet de photovoltaïque sur la commune. Une correspondance est en cours.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Pour rappel, l'Etat demande aux Communes de proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés. Les Communes de la CCQB resteront attentives à une implantation respectueuse des espaces agricoles et des paysages du Quercy Blanc. A ce jour, 3 sites avec des projets connus : Castelnau-Montratier, Saint-Paul-Flaugnac et Lendou-en-Quercy.
18/09/23	PORTE/PER/18/09/23/AM	PORTE-DU-QUERCY	F 118 lieu-dit "Lilette"	SALVADOR Didier	Commune du Boulvé. Parcelle en zone N. Demande un changement de destination pour restaurer une future maison. L'intéressé doit apporter des photos pour vérifier s'il s'agit ou non d'une ruine.	Avis défavorable. Le cadastre ne signale aucun bâtiment sauf peut-être une ruine sur le plan. En zone N, le changement de destination pour créer un logement n'est pas possible dans le cas d'une ruine.
06/10/23	PORTE/MAIL/06/10/23	PORTE-DU-QUERCY	Sérignac	VAN GILS Jan et BRUCE Allison	Exploitent plusieurs gîtes et chambres d'hôtes à Sérignac proche du Boulvé et s'inquiètent de la possible installation de panneaux photovoltaïques près de leur activité en se prononçant contre ce type d'installation.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Pour rappel, l'Etat demande aux Communes de proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés. Les Communes de la CCQB resteront attentives à une implantation respectueuse des espaces agricoles et des paysages du Quercy Blanc.
06/10/23	PORTE/PER/06/10/23/AM	PORTE-DU-QUERCY	278 (préfixe) A 459	WEBER Serge	Demande de reconsidérer le classement de la parcelle proposée en zone N. Projet de construction retardé en raison de la déviation prévue sur le secteur. Dessertes présentes.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
14/09/23	PORTE/PER/14/09/23/AM	PORTE-DU-QUERCY	B 202	ZENI Jean	Le Boulvé. Souhaite rendre constructible la parcelle précitée pour construction d'une maison familiale située en zone Ne. Terrains utilisés depuis 30 ans au camping car, une caravane et des tentes pour se réunir en famille.	Avis défavorable : secteur naturel à très forte valeur écologique. Les dispositions réglementaires n'incitent pas à donner satisfaction à l'intéressé.
22/09/23	SPF/PER/22/09/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	En attente de la liste des parcelles	ABADIE Clément et FOURNIE Raphaël	Portent un projet d'agrovoltisme (bovins) sur 15,5 ha, en zone A (groupe VSB Energies Nouvelles) sur la commune. Le projet est situé dans la zone identifiée comme espace d'intérêt agro-économiques importants. Le conseil municipal en a été informé et pris une délibération de principe en date du 09/03/2023. Promesse de bail signée avec les propriétaires des terrains en 2020. Demande le classement de la zone d'emprise du projet en Aph.	Avis favorable à cette demande d'un agriculteur; le conseil municipal a pris une délibération dans ce sens.
03/10/23	SPF/PER/03/10/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) C 955	BARTHELEMY Elie-Denis	Demande de classement en STECAL de la parcelle en vue de construire 2 chalets en bois à vocation d'activité touristique. Les réseaux sont très proches (50 m).	Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
08/09/23	SPF/PER/08/09/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	G 301-295-298-311	BESSE Pascal	Demande de changement de destination, parcelle 301, concernant une grange pour usage d'habitation, déjà identifiée dans le zonage du PLUi, avec engagement de réaliser les travaux à court terme. Les réseaux sont présents sur le site. Par ailleurs, le pétitionnaire souhaite le maintien de 2 autres zones en secteur NI, pour des aménagements et l'exercice d'activités de loisirs, sur les parcelles 295, 298 et 311. Si nécessaire, céderait sur les parcelles 295 et 298 mais voudrait préserver la parcelle 311 en totalité pour les activités prévues.	Pour le changement de destination de la grange sur G301 : Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine. Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire. Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
03/10/23	SPF/PER/03/10/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) B 372	CARLES Eric	Vient vérifier si le changement de destination qu'il a demandé (grange) est bien pris en compte compte tenu de la réticence du bureau d'études sur son cas. S'engage à prendre si nécessaire à son compte l'acheminement des réseaux.	Avis favorable au changement de destination mais à re-étudier : sur le zonage, le changement de destination est bien positionné sur la B 372 mais dans l'annexe 1 de la pièce 1.4 du PLUi, il est répertorié sur la parcelle B 392. Les 2 parcelles sont la propriété de la famille CARLES.

08/09/23	SPF/PER/08/09/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) A 527-530, lieu-dit La Bouriette, chemin des Coudiès	CAZES Catherine	Demande d'extension de l'entreprise de travaux public située en zone AUX, à Saint-Paul-de-Loubressac, sur la parcelle 527, afin de faire face au développement soutenu de l'activité (bâtiment et zone de stockage). Pas de nuisance recensée sur le site. Le projet de l'entreprise, en tant qu'employeur de main-d'œuvre locale, présente <u>un grand intérêt pour la commune.</u>	L'extension de la zone AUX paraît nécessaire au développement de l'entreprise et importante pour la Commune.
08/09/23	SPF/PER/08/09/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	<del>D 887</del> D 857 lieu-dit Plaine de Rouges	CHEVTZOFF (Monsieur) représenté par M. GARRIGUES Jean- Michel	La parcelle concernée, située en zone Uc, fait l'objet d'une trame verte à préserver ou à créer, Le propriétaire souhaite construire une habitation tout en préservant cette entité paysagère.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, que le PADD et les plafonds de consommation foncière exigée par la loi soient respectés, cette demande peut être prise en compte.
04/09/23	SPL/PER/04/09/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	D 558 Lieu-dit "Montaigue" 5975 route de Lécune	CHEVTZOFF et sa fille Florence Laborie	Souhaite rénover 3 bâtiments, une maison d'habitation, une ancienne ferme et une grange, située sur la parcelle D558. La restauration de la grange est prévue pour se retirer sur la commune avec une adaptation pour les personnes à mobilité réduite et éviter ainsi la maison de retraite. Après vérification, le projet a été identifié dans les changements de destination. L'intéressé déposera rapidement une demande de constructibilité en vue de confirmer ses intentions et être retenue à ce titre	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
04/10/23	SPF/REN/04/10/23	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) B 74	DURRANT Stéphen	Intervention pour le compte d'un propriétaire qui ne parle pas français. Demande le maintien de sa parcelle destinée à la vente en zone constructible. <u>Les réseaux sont présents.</u>	Cette parcelle a été supprimée de la zone constructible, le permis de construire datant du 20/06/2013 est trop ancien et non valable aujourd'hui.
25/09/23	SPF/POS/25/09/23	SAINT- PAUL-FLAUGNAC	D 746-747 lieu-dit "Plaine de Rouges"	GINIBRE Marie- Christine	Requête similaire à celle de REGIS Philippe pour la parcelle 747 classée Ap et la parcelle 748 classée N. Les dessertes sont présentes. Demande de revoir, au moins pour partie, le classement proposé.	Les parcelles concernées ne sont pas en zone constructible. Elles ne jouxtent pas les parcelles classées en U, il n'est pas judicieux de les classer en zone urbaines constructibles.
28/09/23	SPF/POS/28/09/23	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	H 810	HENRAS Bernard	Changement de destination (four à pain).	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
03/10/23	SPF/PER/03/10/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) F 94	HOUMEAU Isabelle	Demande de création d'un STECAL sur parcelle classée en zone N non identifié sur le zonage pour une résidence démontable en tant qu'habitant permanent.	Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
08/09/23	SPF/PER/08/09/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) F 96 lieu-dit "Lauriac"	LEALI Alain	Sur l'ancienne commune de Saint-Paul- de-Loubressac, demande de changement de destination d'une grange proche de la maison d'habitation (zone N). Non identifié sur le projet de zonage du PLUi. A déjà déposé un dossier lors de la phase de concertation pour l'élaboration du PLUi. Toutes les dessertes sont présentes. Demande d'engagement à court terme pour la réalisation des travaux.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
30/09/23	SPF/REN/30/09/23	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) F 753-754-1059- 1062-1063 lieu-dit "Combes d'Estorg"	MARTEL Marc	Demande de constructibilité des parcelles concernées.	Nous sommes dans une politique de diminution des parcelles constructibles, il n'est donc pas envisageable d'accéder à cette demande de constructibilité .
25/09/23	SPF/POS/25/09/23	SAINT- PAUL-FLAUGNAC	D 942-944 lieu-dit "Plaine de Rouges"	REGIS Philippe	S'étonnent que leurs parcelles ne soient plus constructibles en raison de la présence d'une trame verte alors que les terrains ne sont occupés que de buissons qui sont régulièrement nettoyés pour parer au risque de feu de végétation.	Les parcelles de M.Régis sont restées en zone constructible Uc avec une trame verte à conserver entre les 2 parcelles. Ils pourront donc bâtir sur ces parcelles en conservant un maximum de végétation.

03/10/23	SPF/PER/03/10/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	F 1225	RICHARD Thierry	Demande de changement de destination (hangar) non identifié (achat du terrain l'année dernière). Zone N.	Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole, les enjeux paysagers et environnementaux, et que les réseaux/voirie soient présents à proximité, il peut être donné un avis favorable à condition qu'il ne s'agisse pas d'une ruine . Pour rappel, l'inscription du changement de destination au PLUi permet seulement au propriétaire de prétendre à un changement d'affectation soumis à l'avis de la CDPENAF durant l'instruction du permis de construire.
04/09/23	SPF/PER/04/09/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) A 516	RINGOOT Ludovic et son père	Accompagné de son père, détient une entreprise de maçonnerie et une zone de dépôt et de stockage sur une partie d'une grande parcelle de 4ha référencée 516 sur le cadastre. Son projet consiste à construire une maison et un projet de hangar avec toiture photovoltaïque. Les accès existent déjà et le pétitionnaire dispose d'un transformateur sur le terrain. Aucun impact du projet sur l'environnement qui est identifié sur le PLUi en STECAL (NST).	Les demandes traitant de la création d'un STECAL ou d'un passage en zone NI seront étudiées avec attention car elles peuvent être comptabilisées dans la consommation foncière.
03/10/23	SPF/PER/03/10/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) B 8-799 lieu-dit "Les pièces Grandes"	SAYSSET Sylvie et Alain	2 requêtes: Sur la parcelle 8 demande de constructibilité car construction envisagée. Le zonage crée une zone tampon sur les parcelles 7 et 8 entre 2 zones constructibles.  Sur la parcelle 799, basculée en A demande également sa constructibilité.	Zone tampon créée afin de ne pas avoir un habitat linéaire en ce qui concerne la parcelle 8.  Pour la parcelle 799, la Commune devant diminuer sa zone U, il n'est pas envisageable de la rebasculer en constructible .
04/10/23	SPF/MAIL/04/10/23	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) C 296 lieu-dit "Pech Long"	TROUSSEL Fabrice	Demande la constructibilité de la parcelle pour assurer une continuité dans le schéma de l'urbanisation.	La demande n'est pas justifiée, la zone autour de cette parcelle a été supprimée de la zone constructible .
07/09/23	SPF/MAIL/07/09/23 et SPF/PER/08/09/23/AM	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) A 298 lieu-dit Merlianes	VERGNES Anne-claire et BONNET Geneviève	Mail informant de la nature de sa requête et de son RDV du 08/09/23 à St Paul. Sur la commune de Saint-Paul- de-Loubressac, demande de classer la parcelle située en zone N ( ou A ? ) en zone constructible. Signale que le terrain n'est pas exploité, est en friche et jouxte la parcelle 1236 située en zone à urbaniser.	La demande n'a pas été retenue par la mairie. Les dispositions réglementaires n'incitent pas à donner satisfaction à l'intéressée.  La parcelle ne jouxte pas parcelle 1236 (introuvable au cadastre) en zone à urbaniser. Elle est à proximité d'une future zone UC (plus à l'ouest et de l'autre côté du chemin de Merlianes).
05/10/23	SPF/POS/05/10/23	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	287 (préfixe) F 1045	VERHILLE Louis	Demande que la bande paysagère qui borde la D 49 englobant une rangée de chênes d'une largeur de 10 m. soit ramenée à 5 m.	Il s'agit d'une zone AU avec une OAP qui détermine une bande paysagère de 10 mètres. Sous réserve de ne pas remettre en cause le fonctionnement agricole ainsi que les enjeux paysagers et environnementaux, il peut être donné un avis favorable.
07/09/23	SPF/REN/07/09/23	SAINT-PAUL-FLAUGNAC	F 1240 F 254-274-275	WIPLIEZ Jean-Marie	Dans le cadre de l'OAP "Blazy Sud" projetée sur la commune en zone AUc, l'intéressé propriétaire de la parcelle 1240 est riverain de l'ilot A (parcelles 254, 274, 275 pour réaliser 4 à 5 lots). Il désire que la haie de chênes et de feuillus formant barrière entre sa propriété et l'ilot, susceptible de disparaître dans l'opération d'aménagement, soit préservée et envisage éventuellement de se porter acquéreur de la partie de terrain concernée.	Cet administré a été rencontré par les élus, il est tout à fait possible de conserver les chênes qui forment une limite entre sa propriété et l'ilot A.
05/10/23	CCQB/REN/05/10/23	TOUTES		ABADY Tim	Adresse un courrier signalé d'humour ou l'intéressé marque sa totale désapprobation au projet de PLUi qui artificialise trop de terres agricoles et que l'on devrait requalifier en PLRI (plan local de ruralité intercommunale).	Pas de commentaire particulier.

04/09/23	CCQB/PER/04/09/23/PM	TOUTES	Projet de PLUi	ABADY Tim Association Environnement Juste	Déplore l'absence, en application de l'article 8 de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, de réponses aux 6 questions posées par l'association portant sur le zonage Aph (zone agricole photovoltaïque) dans le cadre de la future application d'une zone d'accélération des énergies renouvelables (ZADER) aux communes dont le président de la CCQB a été destinataire à plusieurs reprises et qui a fait l'objet récemment d'une signification de lettre par commissaire de justice. L'intéressé viendra à une autre permanence pour soulever le cas de son petit fils qui a un projet de construction d'une maison d'habitation.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Pour rappel, l'Etat demande aux Communes de proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés. Cette loi en cours d'application ne permet pas une déclinaison à ce stade dans le PLUi. Les zones Aph cartographiées dans le PLUi sont à ce jour celles déjà existantes et le règlement écrit encadre les énergies renouvelables selon les enjeux propres aux PLUi (artificialisation, paysage, environnement, agriculture...).
08/09/23	CCQB/REN/08/09/23	TOUTES	Projet de PLUi	ABADY Tim Association Environnement Juste	N'a pas trouvé traces des observations écrites préliminaires remises au commissaire enquêteur à sa permanence du 04/09/2023 à Montcuq. Joins donc, <u>par précaution</u> , des copies des 2 documents à ce mémoire.	Renvoie à la contribution de M. ABADY du 04/09/23 et à l'avis correspondant.
05/10/23	CCQB/REN/05/10/23	TOUTES		AMSTERDAMSKI Elisabeth	Même problématique que d'autres contributeurs sur l'agrivoltaïque.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Les zones Aph cartographiées dans le PLUi sont à ce jour celles déjà existantes et le règlement écrit encadre les énergies renouvelables selon les enjeux propres aux PLUi (artificialisation, paysage, environnement, agriculture...).
06/10/23	CCQB/POS/06/10/23	TOUTES	166 (préfixe) D 153 lieu-dit "Mini"	AMSTERDAMSKI Elisabeth	Défavorable au PLUi à cause de la cartographie du zonage Aph qui ne figurent pas sur les planches,	2ème contribution de cette personne sur ce sujet (voir avis correspondant au 05/10/23) : La seule planche comportant le zonage Aph est la n°29 sur la Commune de Lhospitalet où une centrale photovoltaïque existe déjà.
02/10/23	CCQB/REN/02/10/23	TOUTES		ANONYME	Même problématique que d'autres contributions sur l'agrivoltaïque. Précise en outre que l'agrivoltaïque bénéficie à quelques-uns pour le désagrément des autres. Dénonce que le règlement fait état d'un zonage Aph encore non défini sur les terres agricoles qui permettrait l'implantation de panneaux photovoltaïques et ses conséquences néfastes sur l'environnement.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Les zones Aph cartographiées dans le PLUi sont à ce jour celles déjà existantes et le règlement écrit encadre les énergies renouvelables selon les enjeux propres aux PLUi (artificialisation, paysage, environnement, agriculture...).
06/10/23	CCQB/REN/06/10/23	TOUTES		ANONYME	Attire l'attention sur les sociétés porteuses de projets photovoltaïques, leur méthodes et le zonage Aph.	La loi APER du 10/03/23 fixe un cadre pour les installations photovoltaïques sur terres agricoles afin de préserver la souveraineté alimentaire et elle crée des mesures en faveur d'un partage de la valeur générée par les projets de production d'EnR. Les zones Aph cartographiées dans le PLUi sont à ce jour celles déjà existantes et le règlement écrit encadre les énergies renouvelables selon les enjeux propres aux PLUi (artificialisation, paysage, environnement, agriculture...).
04/10/23	CCQB/REN/04/10/223	TOUTES		ASSOCIATION ENVIRONNEMENT JUSTE- ABADY Tim	Il s'agit d'une contribution très fournie et documentée sur la perception du PLUi par l'association.	Documentation qui nécessite d'être étudiée avec attention.
02/10/23	CCQB/MAIL/02/10/23	TOUTES		ASSOCIATION PROTECTION ENVIRONNEMENT PATRIMOINE	Mail envoyé par M. CAVAGNÉ Jean-Michel. L'association invite ses adhérents à se manifester sur l'implantation éventuelle de panneaux photovoltaïques sur le territoire du Quercy Blanc avec un modèle type de lettre dont les pétitionnaires peuvent s'inspirer.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
03/10/23	CCQB/RP/03/10/23	TOUTES		ASSOCIATION PROTECTION ENVIRONNEMENT PATRIMOINE	Concerne une pétition rédigée le 7 juillet 2022 pour dire non au projet de centrales agrivoltaïques industriels indiquant 427 signataires hors adhésion.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.



03/10/23	CCQB/RP/03/10/23	TOUTES		ASSOCIATION PROTECTION ENVIRONNEMENT PATRIMOINE	Expose la même problématique sur l'agrivoltaïque que d'autres contributeurs.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Au-delà du PLUi, cette loi fixe aussi un cadre pour les installations photovoltaïques sur terres agricoles afin de préserver la souveraineté alimentaire et elle crée des mesures en faveur d'un partage de la valeur générée par les projets de production d'EnR.
06/10/23	CCQB/REN/06/10/23	TOUTES		BAUDIMENT Isabelle	Dénonce la spéculation financière des groupes industriels du photovoltaïque sur les terres agricoles.	Ne nécessite pas de commentaire particulier.
25/09/23	CCQB/MAIL/25/09/23	TOUTES		BOIVIN Marie	A partir de l'exemple du projet de constructibilité du secteur "Le Breil-Gautier", qui va à l'encontre des directives nationales de sobriété foncière, demande de retirer du PLUi toutes les zones à urbaniser en dehors de la proximité des bourgs en privilégiant les changements de destination des bâtiments anciens et patrimoniaux	L'avis exprimé par le commissaire-enquêteur correspond tout à fait la volonté de la CCQB et certains ajustements se feront dans ce sens.
05/10/23	CCQB/MAIL/05/10/23	TOUTES		BYGATE Martin et SAMUDA Virginia	Les documents de l'enquête rendent difficiles l'évaluation des propositions concrètes du projet pour la disponibilité des terrains au regard des besoins. La protection des terres agricoles est en contradiction avec l'urbanisation projetée et l'implantation des OAP est éloignée des centres des bourgs. L'emplacement de la caserne des pompiers de Montcuq n'est pas adapté et est à reconsidérer.	La CCQB s'est engagée, dans son mémoire en réponse du 03/08/2023, à procéder à des ajustements, en terme de réduction des surfaces envisagées, sur les zones U, AU, 2AU, en délimitant les zones STECAL et en ne prenant pas en compte le projet de l'emprise foncière de la zone d'activités de Cahors-Sud qui ne rentre pas dans la compétence de la CCQB et donc du PLUi. Matérialisée par un emplacement réservé, l'implantation du nouveau centre de secours et d'incendie de Montcuq a été décidée en collaboration avec le Département et le SDIS. Le site retenu lui permettra d'avoir une taille réglementaire aux normes, d'améliorer les conditions de travail du personnel et de limiter de potentielles nuisances pour le voisinage lors des manœuvres d'engins.
06/10/23	CCQB/REN/06/10/23	TOUTES		CANEVALIE Juliette	Soulève la problématique du photovoltaïsme et de l'agrivoltaïque et évoque, au même titre que les opposants de l'association PEP 46 les agissements néfastes de la société TSE et de ses projets d'implantation sur les départements du Lot, Tarn et Garonne et Lot et Garonne.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
02/10/23	CCQB/MAIL/02/10/23	TOUTES		CAVAGNÉ Henri-Michel	Même problématique que d'autres contributeurs sur l'agrivoltaïque.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Au-delà du PLUi, cette loi fixe aussi un cadre pour les installations photovoltaïques sur terres agricoles afin de préserver la souveraineté alimentaire et elle crée des mesures en faveur d'un partage de la valeur générée par les projets de production d'EnR.
04/10/23	CCQB/REN/04/10/23	TOUTES		CHALLEMEL DU ROZIER Cécile	Même problématique que d'autres contributeurs sur l'agrivoltaïque.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Au-delà du PLUi, cette loi fixe aussi un cadre pour les installations photovoltaïques sur terres agricoles afin de préserver la souveraineté alimentaire et elle crée des mesures en faveur d'un partage de la valeur générée par les projets de production d'EnR.
01/10/23	CCQB/REN/01/10/23	TOUTES		CLAERHOUT Johan	Dénonce l'impact du PLUi sur la qualité de vie des habitants et la dégradation des paysages avec la baisse de la valeur immobilière et l'impact négatif sur le tourisme.	Commentaire similaire à celui du commissaire-enquêteur.
06/10/23	CCQB/MAIL/06/10/23	TOUTES		CONFEDERATION PAYSANNE DU LOT	Dénoncent la multiplication des projets de centrales photovoltaïques accaparant le foncier agricole qui se développent rapidement et sans réflexion globale, l'accès au foncier restant un des freins majeurs à l'installation agricole. Demande l'interdiction des centrales sur toutes les zones ENAF. Rappelle la décision de la préfète du Lot refusant les permis de construire pour le projet de centrale de Montcuq.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Au-delà du PLUi, cette loi fixe aussi un cadre pour les installations photovoltaïques sur terres agricoles afin de préserver la souveraineté alimentaire et elle crée des mesures en faveur d'un partage de la valeur générée par les projets de production d'EnR. Les Communes de la CCQB resteront attentives à une implantation respectueuse des espaces agricoles et des paysages du Quercy Blanc.

02/10/23	CCQB/MAIL/02/10/23	TOUTES		COUDERC Céline	Même problématique exposée sur le refus d'implantation de panneaux photovoltaïques avec des arguments proches ou similaires des intervenants sur le même sujet, avec l'indication d'un promoteur (TSE) et ses 49 propriétaires.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
04/10/23	CCQB/MAIL/04/10/23	TOUTES		DUGUÉ-GRAFFEILLE Marie-Claire	Même problématique que d'autres contributeurs sur l'agrivoltaïque.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
22/09/23	CCQB/REN/22/09/23/	TOUTES		GARBAY Isabelle	Demande que les zones aptes à recevoir des panneaux photovoltaïques et de l'agrivoltaïque soient clairement identifiées avec un code spécifique	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. L'Etat invite les élus locaux à proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés. Elles recensent le potentiel des territoires mais n'ont aucune portée réglementaire actuellement et n'ont pas vocation à être mentionnées dans les PLUi. Les zones Aph cartographiées dans le PLUi sont à ce jour celles déjà existantes et le règlement écrit encadre les énergies renouvelables selon les enjeux propres aux PLUi (artificialisation, paysage, environnement, agriculture...).
05/10/23	CCQB/REN/05/10/23	TOUTES		GAUDIN Annette	Le photovoltaïsme industriel et l'agrivoltaïsme sources de déconvenues pour le territoire qui menace l'activité touristique et traditionnelle qui s'est instaurée sur le territoire.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
02/10/23	CCQB/MAIL/02/10/23	TOUTES		GUEGUEN Marielle	A entendu parler d'une installation démesurée de panneaux photovoltaïques (ombrières agrivoltaïques) qu'elle dénonce au bénéfice de secteurs plus propices comme les toits, les délaissés d'autoroutes, les parkings et les zones bétonnées désaffectées et que quelques uns souhaitent imposer au détriment d'une grande majorité de la population.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Pour information, l'Etat invite les élus locaux à proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés.
02/10/23	CCQB/REN/02/10/23 CCQB/MAIL/02/10/23	TOUTES		JOUANNIC Jean-Pierre	Même problématique que d'autres contributions sur l'agrivoltaïque. Précise en outre que l'agrivoltaïque bénéficie à quelques-uns pour le désagrément des autres. Dénonce que le règlement fait état d'un zonage Aph encore non défini sur les terres agricoles qui permettrait l'implantation de panneaux photovoltaïques et ses conséquences néfastes en contradiction avec l'orientation du PADD sur la qualité de vie, la protection du patrimoine naturel et de la biodiversité. Indique qu'il y a d'autres moyens et sites pour développer les énergies renouvelables (parkings, friches industrielles, toitures industrielles, décharges, carrières, zones d'activités économiques, terres dégradées et incultes).	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. L'Etat invite les élus locaux à proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés. Les zones Aph cartographiées dans le PLUi sont à ce jour celles déjà existantes et le règlement écrit encadre les énergies renouvelables selon les enjeux propres aux PLUi (artificialisation, paysage, environnement, agriculture...).
04/10/23	CCQB/MAIL/04/10/23 CCQB/REN/04/10/23	TOUTES		MAGERMAN Jean-Louis	Même problématique sur l'agrivoltaïque et en particulier, la société TSE qui doit disparaître ou opérer ailleurs. Préconise de stopper les projets TSE, de lancer les projets de soutien à l'agriculture conventionnelle, de mettre en place un modèle local de production de courant à partir de panneaux classiques posés au sol sur de petites surfaces ou des toits en pente. A complété son envoi par une 2ème contribution pour dire qu'il est défavorable et une 3ème contribution comportant un argumentaire.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Pour information, l'Etat invite les élus locaux à proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés. Au-delà du PLUi, cette loi fixe aussi un cadre pour les installations photovoltaïques sur terres agricoles afin de préserver la souveraineté alimentaire et elle crée des mesures en faveur d'un partage de la valeur générée par les projets de production d'EnR.
01/10/23	COMMUNE ?/REN/01/10/23			MALAVAL Didier	Dénonce l'implantation sur une commune, dont le nom n'est pas précisé, le projet TSE pour des ombrières agrivoltaïques	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
02/10/23	CCQB/REN/02/10/23	TOUTES		MENGHINI Florence	Même problématique que d'autres contributions sur l'agrivoltaïque. Précise en outre que l'agrivoltaïque bénéficie à quelques-uns pour le désagrément des autres. Dénonce l'implantation de panneaux photovoltaïques au sol et ses conséquences néfastes sur l'environnement.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Pour information, l'Etat invite les élus locaux à proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés.

02/10/23	CCQB/MAIL/02/10/23	TOUTES		MILLS M. et Mme	Même problématique que d'autres contributeurs sur l'agricolvaïque.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
04/09/23	CCQB/PER/04/09/23/PM	TOUTES	Projet de PLUi	Ne souhaite pas que l'on communique son nom	Pas de concertation publique, mais des réunions de présentation du projet, pas d'accès au dossier et aucune remarque prise en compte. Le dossier du PLUi communiqué tardivement début juillet 2023 donc impossible d'analyser le dossier trop volumineux. Pas informé des changements possibles de destinations des granges en habitation (certains conseillers municipaux de la commune en ont fait la demande), Beaucoup de remarques sur le règlement écrit. Copié/ collé entre le zonage A et de l'activité existante. L'intéressé doit présenter un document finalisé en complément de sa visite.	La pièce 5.5 du dossier d'enquête relate les modalités et déroulement de la concertation publique. En phase d'études et jusqu'à l'arrêt du projet de PLUi, il est normal de ne pas avoir accès au dossier en cours d'élaboration. Le dossier d'enquête est constitué à 90% de documents issus de l'arrêt du PLUi en décembre 2022 et accessibles sur le site internet <a href="http://www.ccquercyblanc.fr">www.ccquercyblanc.fr</a> depuis cette date.
02/10/23	CCQB/MAIL/02/10/23	TOUTES		NEYRINCK Olivier	Dénonce au même titre que l'interlocutrice le précédent (GUEGUEN Marielle) les effets néfastes de l'agricolvaïsme aux conséquences multiples, destructrices souvent irréversibles.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
02/10/23	CCQB/MAIL/02/10/23	TOUTES		NOTAIRE NEYRINCK (BRUXELLES)	A une résidence à Masquières. Se prononce contre l'installation de centrales photovoltaïques et contre l'agricolvaïsme.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
04/09/23	CCQB/POS/30/08/23	TOUTES	Projet de PLUi	Pechpeyroux Environnement, chez M Philippe JUBIN	Le président de l'association demande une prolongation de la durée de l'enquête publique	Un courrier postal a été adressé le 08/09/23 à l'association pour rejeter sa demande suite à l'avis conforme défavorable du commissaire-enquêteur : il n'y a pas lieu de prolonger l'enquête dès le début de celle-ci d'autant que rien ne remet en cause la structure générale du dossier (à 90% accessible au public depuis plus de 6 mois et seulement complété des avis PPA et d'éléments aidant à la compréhension du public). > Courrier de réponse n°4 annexé au registre d'enquête de la CCQB.
06/10/23	CCQB/REN/06/10/23	TOUTES		PONS Gilbert	Dépose plusieurs observations. Déploie les 1700 pages du dossier d'enquête. L'expérience du PLU de Cézac montre que le PLU n'a pas été appliqué et exprime ses craintes pour l'application du futur PLUi. Demande un contrôle sur le terrain des constructions et une traçabilité des documents d'urbanisme. Dénonce la TFCTC. Est critique sur les éoliennes et le photovoltaïque. Le PLUi devrait mieux protéger le patrimoine du Quercy Blanc.	Le dossier d'enquête publique relatif au projet de PLUi est soumis à un cadre réglementaire commun à tous les documents intercommunaux de ce type. Pour information, l'Etat invite les élus locaux à proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés. Les Communes de la CCQB resteront attentives à une implantation respectueuse des espaces agricoles et des paysages du Quercy Blanc.
02/10/23	CCQB/REN/02/10/23	TOUTES		POST Leendert	Même problématique exposée sur le refus d'implantation de panneaux photovoltaïques avec des arguments proches ou similaires des intervenants sur le même sujet. La même requête a été déposée 2 fois, la même journée, l'une à 16h27 et l'autre à 19h13.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
03/10/23	CCQB/RP/03/10/23	TOUTES		POUCHET Serge	Expose la même problématique sur l'agricolvaïque que d'autres contributeurs.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.
05/10/23	CCQB/REN/05/10/23	TOUTES		ROSAMUND Williams	Indique que le PLUi encourage les constructions dans les petites communes loin des services, ce qui implique l'utilisation de la voiture, au détriment des pôles.	La CCQB encourage le renforcement de l'attractivité des Communes rurales par l'intermédiaire du programme Petites Villes de Demain. Les Communes soutiennent également les projets d'implantation d'acteurs économiques au travers d'un PLUi favorable à l'extension et le maintien d'entreprises locales.
03/10/23	CCQB/03/10/23	TOUTES		SALVADOR Bénédicte	Même problématique que d'autres contributeurs sur l'agricolvaïque. Dénonce l'implantation de panneaux photovoltaïques au sol et ses conséquences néfastes sur l'environnement.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public. Pour information, l'Etat invite les élus locaux à proposer des zones d'accélération de la production d'EnR en privilégiant les espaces déjà artificialisés.
05/10/23	CCQB/MAIL/05/10/23	TOUTES		SUNNEN Valérie	Expose la même problématique sur l'agricolvaïque que d'autres contributeurs.	Dans le contexte de mise en œuvre de la loi APER, il est pris acte de ces observations qui montrent la sensibilité citoyenne du public.

08/09/23	CCQB/PER/08/09/23/PM	TOUTES	Projet de PLUi	VAN DE RIJT Wouter	<p>Observations de l'intéressé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- difficulté à repérer les routes sur les plans</li> <li>- rajouter au règlement un tableau récapitulatif et comparatif sur les règles communes au zonage notamment pour les STECAL (installations provisoires, habités en permanence ou non, mobil home ou caravanes par ex.)</li> <li>- problème du suivi des autorisations de construire (personnes qui ne terminent pas leur travaux)</li> <li>- pose la question de savoir la logique des interdictions du photovoltaïsme au sol et des autorisations en toiture</li> <li>- distance maximum des constructions de 20 m, adaptables en zone U et non adaptable en zone N : peut-on reprendre la formule "s/ réserve d'autorisation " pour la zone N et autoriser les mêmes distances</li> <li>- étonnant d'accepter des vérandas supérieures à 40 m² sans contraintes assorties.</li> </ul>	Contribution fournie qui nécessite d'être étudiée avec attention dans le cadre des ajustements du projet de PLUi.
----------	----------------------	--------	----------------	--------------------	---	---